

Rouge

Le 17 octobre 1961

La ratonnade
sanglante à Paris

p 8-9

M 1578 N°1180 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 17 au 23 Octobre 85

Après Renault

Pour gagner



**La grève
doit être
l'affaire des travailleurs**

Le gouvernement

Le dernier voyage présidentiel en Bretagne, le congrès socialiste de Toulouse et les plus récentes luttes ouvrières illustrent la même réalité. Celle de l'adaptation sans limites des gouvernants à la gestion de la crise, qui les conduit à déclarer ouvertement la guerre aux travailleurs. Non seulement ces derniers ne trouveront pas dans de tels choix des raisons d'espérer, mais l'orientation développée ne peut que faire le lit d'une droite qui prépare sa revanche.

« C'est dur d'être de gauche », proclame un ouvrage récemment paru en librairie. Des centaines de milliers de travailleurs se font aujourd'hui la même réflexion. Il aura en effet suffi d'un voyage présidentiel en Bretagne et d'une grand-messe socialiste à Toulouse pour achever de dissiper les illusions. A moins de six mois de l'échéance capitale de mars 1986, les hommes au pouvoir mettent un point d'honneur à

prouver leur détermination contre ceux qui les ont portés aux affaires. A Morlaix, le 8 octobre, François Mitterrand n'a ainsi pas hésité à brocarder les militants syndicaux venus protester contre sa politique d'austérité : « On ne peut s'accrocher simplement aux formes désuètes du travail et de la production, s'est-il exclamé. Ceux qui ne veulent pas comprendre seront écartés par la rigueur des temps (...) »

Sécu : un nouveau cadeau pour les patrons

Toujours plus ! Nous avons donné la semaine dernière dans *Rouge*, la longue liste des méfaits patronaux pour économiser leurs cotisations à la Sécurité sociale (« La Sécurité sociale malade des patrons »). Il faut en rajouter un. Il leur a été gracieusement offert par le gouvernement, le 23 juillet, par décret, et commence à s'appliquer maintenant.

« Les contributions des employeurs destinées au financement de toutes prestations complémentaires de retraite et de prévoyance versées aux assurés ressortissant du régime général de Sécurité sociale sont exclues de l'assiette des cotisations de la Sécurité sociale. »

Un comble ! Ce qui est versé à une société mutuelle ou une compagnie privée afin de compléter les prestations versées par la Sécurité sociale sera tout simple-

ment déduit de ce qui doit être versé par les patrons à la Sécurité sociale !

Bonne âme ! Georgina Dufoix précise même que les dettes patronales actuellement « en contentieux » doivent être réévaluées en baisse ! A l'aide du décret qui vient de sortir.

Les patrons ne peuvent qu'applaudir des deux mains. Les salariés constater qu'on diminue à nouveau leurs ressources, en réduisant les sommes versées à la Sécurité sociale, le salaire différé, l'argent des travailleurs.

Inutile de préciser que cette mesure est en même temps une nouvelle incitation au développement des services santé des assurances privées.

Ce que les patrons leur verseront est une prime à la baisse de leurs cotisations sociales !

M. M.



L'occupation de l'usine Renault au Mans

Tout le reste, c'est se moquer du monde et enraciner le pays dans un déclin dont il ne sortira plus. Tandis que les CRS chargeaient brutalement les manifestants ouvriers, le tombeur de Giscard retrouvait les accents cyniques et méprisants d'un Raymond Barre, lorsque celui-ci était Premier ministre : « Cela m'ennuie d'entendre de braves gens s'égosiller pour rien du tout. Il ne suffit pas de crier un certain nombre de sornettes (...) Cela ne me fera en rien changer ma ligne de conduite. »

La cohabitation en pratique

Ce régime a suffisamment fait preuve d'hésitations et de veulerie lorsqu'il se trouva confronté à la « mauvaise humeur » de la réaction, du patronat ou du haut état-major de l'armée, pour qu'on ne relève pas la tonalité arrogante de l'hôte de l'Élysée, s'adressant à la classe ou-

vière. La gauche gouvernante va désormais au bout de sa logique des plans de rigueur de 1982 et 1983. Le « volet social » dont on prétendait, hier encore, accompagner ces derniers s'est volatilisé avec l'approfondissement de la crise. Il ne subsiste plus qu'une sèche politique de restructurations qui se traduit par des milliers de licenciements. Après les mines et la sidérurgie, c'est un bastion ouvrier aussi symbolique que Renault, qui se trouve dans la ligne de mire de nos experts « en dégraissage » d'effectifs.

Parallèlement, se préparent de nouvelles attaques conjointes du patronat et du gouvernement, contre les conditions de travail, les grandes conquêtes sociales, et la loi en préparation sur la flexibilité en donne bien la mesure (voir ci-contre).

Et si les travailleurs osent crier à la trahison, ce sont les cohortes policières qui leur répondent. Le ministre de l'Intérieur vient de dissoudre

le corps des sapeurs-pompiers de Lorient, « coupable » d'avoir troublé la quiétude du périple présidentiel. Nommé par le gouvernement, le P-DG de Renault se comporte en patron de combat, allant jusqu'à organiser les non-grevistes pour casser le syndicalisme à la Régie. Avec l'accord du Parquet, la justice décide l'évacuation de l'usine du Mans occupée. Avec l'affaire Greenpeace, les vainqueurs du 10 mai avaient déjà sombré dans un discrédit moral qui n'était pas sans évoquer celui de la SFIO. Le recours systématique à la matraque ressemble de plus en plus à la pratique d'un Jules Moch, lors des grands conflits de 1947-1948.

Les points sur les i du congrès de Toulouse

Comme pour mettre les points sur les i, le congrès de Toulouse a accentué le glissement à droite du Parti socialiste. Loin de l'« ancrage à

gauche » dont se revendiquaient ses dirigeants pour contenir la poussée rocardienne, la motion de synthèse adoptée à l'issue des travaux marque son alignement complet sur la pratique gouvernementale : « Les socialistes ont mieux pris en compte la nécessité de demeurer compétitifs, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production. Cette mutation illustre en réalité la mutation du Parti socialiste de parti d'opposition en un parti à vocation gouvernementale. »

S'appuyant sur de telles professions de foi, Laurent Fabius peut dès lors revendiquer l'abandon des références traditionnelles au mouvement ouvrier, exigeant que la social-démocratie française « dans son discours et sa pratique, puisse prendre en compte à la fois l'aspiration des entrepreneurs de pointe et celle des immigrés de la seconde génération, [qu'elle]

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- ◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gérant : Léon Crémieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922

Contre les travailleurs



● ● ●
parle autant pour ceux qui gagnent que pour ceux qui subissent, [qu'elle] soit à l'écoute d'une société complexe ».

Dans ce fatras idéologique, dans ces choix de régression sociale, les travailleurs ne

trouveront guère de raisons d'espérer et de retrouver le chemin de leur mobilisation. La droite s'en trouve confortée, confirmant son avance dans les sondages. La réaction se sent à tel point le vent en poupe qu'un Chirac ose à présent promettre l'épuration de la fonction publique, tan-

dis qu'un Le Pen veut faire fusiller les dirigeants actuels du pays. Rien de moins ! Au-delà des outrances de tribune, voilà qui permet de toucher du doigt ce qui nous attend si les battus d'hier parviennent à prendre leur revanche.

Mais là n'est évidemment

pas la préoccupation majeure de l'équipe au pouvoir.

Ebranlée par les récents scandales, résignée à un désastre électoral en mars prochain, ayant échoué dans ses tentatives de diviser l'opposition, elle persiste dans un projet aussi illusoire que dangereux pour le monde du travail : la cohabitation. En menant une politique dont le camp réactionnaire ne conteste plus que « l'insuffisance », les gouvernants recherchent, avec leurs adversaires, un consensus permettant au chef de l'Etat de demeurer en fonction, après les législatives. En Bretagne, Mitterrand fut particulièrement explicite : « Dans les domaines de l'emploi, de la modernisation et de la défense nationale, il y a là un consentement et une volonté sur lesquels la France toute entière doit se rassembler. » Il aura, de ce point de vue, pu enregistrer le satisfecit décerné aux socialistes, le 14 octobre, par le quotidien patronal, les Echos : « Le PS a concrétisé à Toulouse sa dérive vers un plus grand réalisme, vers sa rénovation. »

Ne pas baisser les bras

L'enjeu des prochains mois apparaît désormais

UNEDIC : l'imagination du CNPF

Question imagination, le CNPF n'est pas en reste, sur le gouvernement. Il veut régler — provisoirement — le déficit de l'UNEDIC en augmentant les cotisations, tout en réduisant les prestations. Le principe est simple, la trouvaille pour l'appliquer aussi. Il s'agirait de calculer les prestations versées aux chômeurs sur le salaire net, au lieu du salaire brut, base de référence actuelle. Certes, le taux des prestations augmenterait légèrement dans l'immédiat, mais l'avenir n'est pas difficile à imaginer.

Les cotisations en hausse restant indexées sur le salaire brut, celui-ci pourra toujours augmenter : le salaire net, en proportion, diminuera. Les prestations

versées aux chômeurs calculées sur celui-ci ne tarderont pas à suivre la même tendance. Les travailleurs comme les chômeurs verront leurs revenus évoluer en baisse, tandis que les patrons seront gagnants sur tous les tableaux.

On a toutes les raisons d'être inquiets des négociations UNEDIC en cours !

D'autant plus qu'avant les vacances de l'été, les syndicats — CGT exceptée — avaient « imposé » au CNPF une augmentation des cotisations chômage affectée aux seuls salariés (0,2 %). Ce qui n'empêche pas le CNPF cette fois d'en réclamer une nouvelle, pour novembre !

Les mesures éventuellement adoptées ne seraient destinées qu'à boucler le

budget de l'UNEDIC jusqu'en mars prochain. Une nouvelle convention UNEDIC devrait s'appliquer dès avril. Le gouvernement presse les partenaires sociaux d'en définir les contours au plus vite. Ils ne présagent rien de bon à la mesure de ceux qui sont discutés aujourd'hui !

Rien de bon pour les millions de chômeurs, rien de neuf pour le million d'entre eux en fin de droits, non indemnisés aujourd'hui. Pour eux, ce ne sera toujours rien !

Le gouvernement consentira seulement, sans doute, à ouvrir plus tôt les bouches de métro la nuit pendant la période des grands froids. Pour éviter quelques morts !

M. M.

Flexibilité : travaillez

le dimanche pour des prunes

Travaillez le dimanche pour des prunes ! Le gouvernement nous donne ce charmant conseil. Pour cela, il mijote un décret sur la flexibilité, qui légaliserait le travail sur trois jours, les vendredi, samedi et dimanche, rémunéré par un salaire « normal ». La mesure serait — pour le moment ? — limitée aux industries agro-alimentaires, aux composants électroniques, aux activités portuaires.

Les équipes travaillant en VSD existent déjà. Elles reposaient, jusqu'à présent, largement sur le volontariat. Elles perçoivent un salaire de 50 % supérieur à la normale, et elles sont payées 45 heures pour 30 heures de travail effectif. Dans la législation actuelle, les entreprises doivent donner le repos hebdomadaire du dimanche à leurs salariés.

Le décret gouvernemental sera donc un cadeau royal pour les patrons : il élargit les dérogations au Code du travail déjà accordées aux entreprises travaillant en continu. Ni plus, ni moins qu'un coup de couteau dans la réglementation du temps de travail, et cela, à quelques mois des élections législatives.

Chassant sur le terrain de la droite qui se prétend championne de la flexibilité pour l'après 1986, le gouvernement espère lui couper

un peu d'herbe sous le pied. Quitte à cisailier un peu plus le temps de travail et donc le temps de vivre des travailleurs et de leurs familles.

Les projets du gouvernement ne s'arrêtent pas là. Il veut aussi effacer le calcul hebdomadaire du temps de travail imposé par la loi depuis la grève générale de juin 1936 ! Les patrons y gagneraient principalement deux avantages. Le décompte du temps de travail devenant annuel, les heures dépassant la durée hebdomadaire du temps de travail ne seraient plus rémunérées en heures supplémentaires, mais en heures normales et récupérées à une autre période de l'année sous forme de repos compensateurs.

L'horaire annuel permet ainsi aux patrons de moduler les horaires de travail des salariés selon leurs besoins, leurs désirs, et l'état de leurs carnets de commande.

Ne voulant par charcuter le code du travail au grand jour, le gouvernement cherche à « inciter les partenaires sociaux à la négociation ». Pendant ce temps, il légalise toutes les dérogations. L'exception devient la règle et la règle des horaires hebdomadaires tombe aux oubliettes.

Michel Morel

clair. Que Mitterrand parvienne à réaliser son projet de cohabitation ou que la droite victorieuse entreprenne de le chasser au plus vite, les travailleurs verront s'abattre sur eux des attaques d'une ampleur inégalée. Aucun des deux grands partis de gauche ne peut offrir de réponse à cette situation.

Ayant gravi tous les échelons de l'adaptation à l'austérité gouvernementale, le PS ne peut plus guère miser que sur un réflexe de rejet des « revenants ». Mais comment l'électorat populaire oublierait-il que c'est précisément l'orientation mise en place par les gouvernants actuels qui a préparé le terrain au retour de la droite ? Quant aux dirigeants communistes, s'ils fustigent les choix du pouvoir, les oscillations permanentes répandent confusion et désarroi parmi les salariés. Les événements des derniers jours en sont autant d'illustrations. Tandis que la direction confédérale de la CGT, alignée sur les directives de la place du Colonel

Fabien, se lance dans des actions sans perspectives, n'a-t-on pas vu Georges Marchais, devant la conférence nationale de son parti, évoquer les conditions de son éventuel retour au gouvernement ?

Non décidément, il n'y a pas d'espoir du côté de ces partis. La riposte à l'austérité et aux menaces émanant de la droite est en grande partie liée à l'affirmation d'une perspective claire. Une perspective basée sur la défense intransigeante des intérêts ouvriers et qui redonne crédit à l'issue socialiste, seule susceptible de favoriser une sortie de la crise capitaliste. C'est pour porter un pareil objectif, que la LCR s'efforce, depuis plusieurs mois, de rassembler les énergies disponibles. Elle entend ainsi contribuer à l'émergence d'une force qui soit une arme dans les combats quotidiens et qui offre une alternative à la résignation social-démocrate ou aux gesticulations du PCF.

Christian Picquet

Les travailleurs face à l'austérité

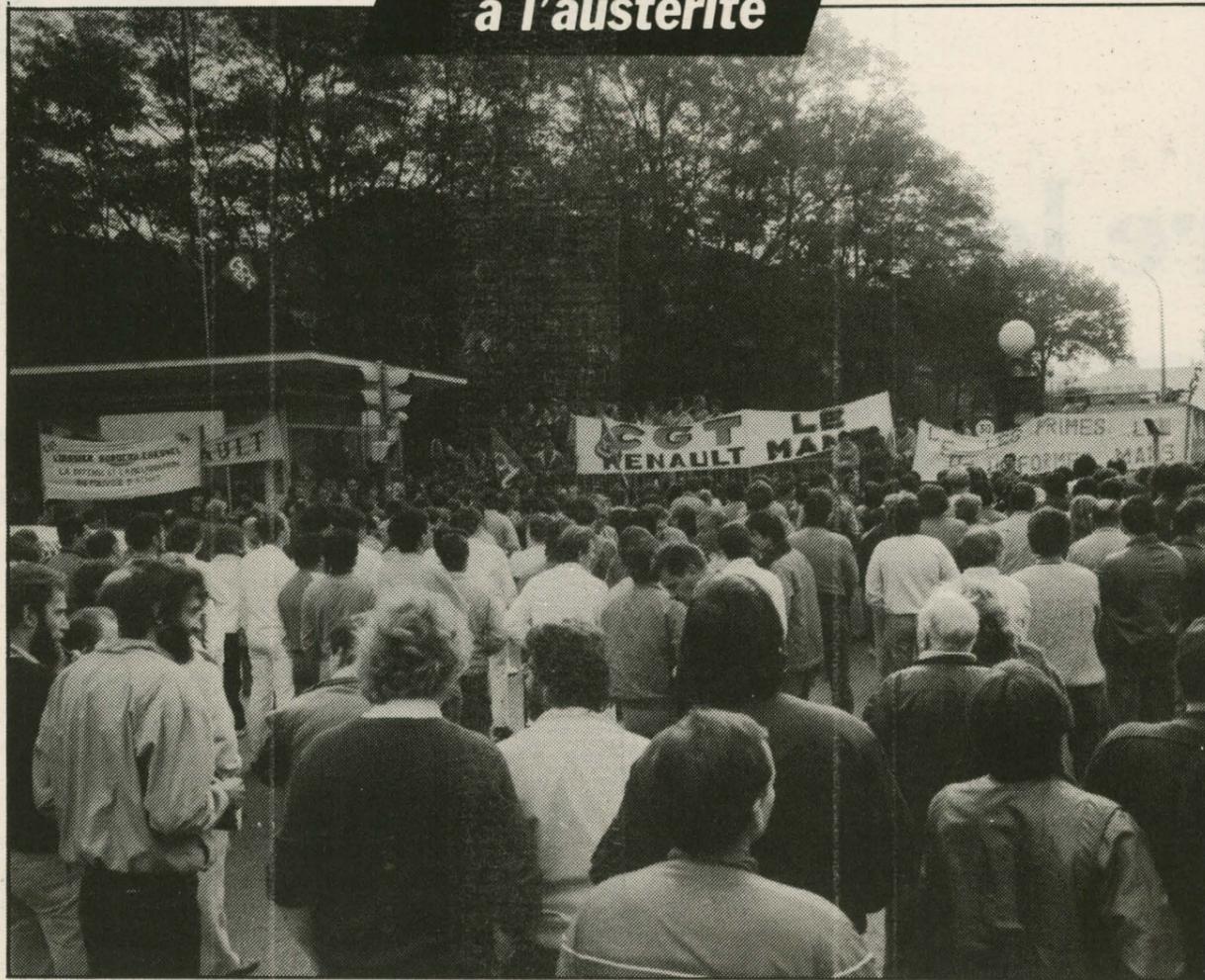
● ● ●
gne à l'heure actuelle pour des revendications qui s'opposeraient aux mesures gouvernementales et aux attaques patronales. Que propose la CGT contre le chômage, la baisse des salaires et la réduction de la protection sociale ? Plus aucune identité revendicative propre à la première centrale du pays ne vient à l'idée quand on se pose ce genre de questions.

Les actions tous azimuts de la CGT semblent se dérouler pour elles-mêmes, indépendamment de tout rapport de forces entre les classes, de toute offensive gouvernementale. A la question fort banale, mais décisive : comment bâtir un rapport de forces favorable aux travailleurs ?, la CGT ne répond pas. Ou plutôt, elle répond par ces actions minoritaires dont l'inefficacité accroît le rapport de forces en faveur du gouvernement et du patronat.

Le gouvernement, à marche forcée, veut imposer la flexibilité par la loi, le patronat prétend faire payer l'UNEDIC aux travailleurs, la Sécurité sociale est mise à mal. Où est donc la stratégie syndicale de l'état-major de Montreuil pour s'opposer à tout cela ? Ne savent-ils donc pas, à Montreuil, que tout coup reçu par les travailleurs donne plus de vigueur au patronat et au gouvernement pour en donner d'autres ? Tout se passe comme si la CGT avait le temps pour elle, et que ce temps doive n'être utilisé que pour soigner son nouveau look minoritaire. Or, la réalité est à l'opposé de tout cela.

Le poids des combats non livrés par la CGT depuis le 10 mai 1981 s'ajoute dorénavant à son refus actuel de s'opposer à l'austérité gouvernementale en s'appuyant sur la mobilisation de masse.

Certes, la CGT parvint,



Le meeting où la CGT a expliqué la suspension du mouvement

lors du voyage de Mitterrand en Bretagne, à faire perdre son sang-froid au président. « Sornettes », lâcha celui-ci à l'endroit des militants, tout pressé qu'il était de répondre aux invitations des notables bretons de droite.

Mais extorquer quelques énervements présidentiels, c'est peu de choses en regard du barrage syndical et ouvrier qu'il faudrait opposer à l'avalanche des mesures anti-ouvrières. En fait, la CGT choisit délibérément la dénonciation sauvage du PS à une politique aux objectifs de classe consistant à mettre en échec la politique gouverne-

mentale. En fait, la CGT préfère effacer à ses propres yeux l'ampleur des attaques passées et à venir pour mieux justifier qu'elle prétend arrêter les pendules de la lutte des classes à l'heure de SKF.

Aucun syndicaliste attaché à sa classe et à son unité ne

peut rester indifférent à pareil désastre. Lentement, l'organisation que tant de générations de militants ont construite patiemment, tend à redevenir le simple instrument du Parti communiste.

La logique de tout cela indique bien que les intérêts

de la direction actuelle sont distincts des intérêts immédiats de la masse des travailleurs. Sinon, pourquoi n'agirait-elle pas autrement ?

Dès lors, plusieurs questions épineuses se posent aux cégétistes attachés à leur organisation. La première de

toutes, c'est comment préserver les adhérents et les travailleurs de cette orientation, afin qu'ils ne se retournent pas contre la CGT en la quittant.

Défendre la CGT contre elle-même

Une autre question, moins urgente, consiste à répondre à ces actions minoritaires par une pratique de masse qui en soi s'oppose à l'activisme de sommet de la confédération. Mais surtout, les militants doivent défendre la CGT de la catastrophe vers laquelle la direction la conduit. Il y a quelques années, l'honneur de la CGT était sauvé par celles et ceux qui rallièrent le camp de la classe ouvrière contre Jaruzelski, malgré le soutien des sommets confédéraux dont bénéficia le tour de vis de décembre 1981 en Pologne.

Aujourd'hui se joue également l'honneur de la CGT, non sur un terrain marginal de son activité, mais sur le terrain essentiel, à savoir son identité de classe et de masse.

Là réside la tâche centrale. Ne pas être emporté dans le maelström suicidaire de la centrale, sans transiger sur les revendications et en sauvegardant les acquis ouvriers de sa tradition, voilà le problème décisif posé. La réponse qui peut lui être apportée permettrait de rassembler nombre de militants d'horizons différents, dont l'unité se forgera autour de la défense de la CGT.

Jean Lantier

Editorial des feuilles d'entreprises

Pour gagner, la grève doit être l'affaire de tous les travailleurs

Ils se déchainent tous contre la grève des travailleurs de Renault. La droite, les patrons, le gouvernement, les médias, chacun y va de sa déclaration, de sa haine contre la classe ouvrière.

Face à cela, il faut le dire et le répéter : les travailleurs de Renault ont raison de se battre. Ce ne sont pas les grèves de travailleurs qui font couler les entreprises, mais la politique des patrons et les lois du système capitaliste.

Le plan du P-DG Besse, nommé par Fabius, ce sont des milliers de suppressions d'emplois, des licenciements « secs » en perspective, et par dessus le marché, le blocage des salaires (1,5 % prévus pour 1985).

Plus, pour imposer cette politique, la direction de la Régie veut casser le mouvement syndical, veut briser des acquis arrachés par des dizaines d'années de combat des travailleurs de la Régie.

Alors, oui, encore une fois, contre les attaques patronales, la seule voie, c'est la lutte, mais une lutte unie de tous les travailleurs.

Que cherche la direction CGT ?

La grève de Renault, ce n'est pas un coup de force de la CGT. Le mécontentement est bien réel chez les travailleurs. Des secteurs entiers du Mans, de Billancourt, de Choisy, se sont réellement mobilisés.

Mais la direction de la CGT a utilisé la mobilisation des travailleurs pour monter une opération sectaire à son seul profit. Très vite, les travailleurs ont été écartés de la conduite de la grève. A

Billancourt, les travailleurs ne pouvaient pas entrer dans l'île Seguin. Une série d'actions ont été entreprises au nom des travailleurs, mais par la seule CGT. Résultat, cette politique a accentué la méfiance des travailleurs par rapport aux possibilités de lutte. Elle a permis les initiatives de la direction vis-à-vis des non-grévistes. Dès lors, la CFDT pouvait se servir du sectarisme de la direction de la CGT et de l'absence de démocratie ouvrière pour dénoncer la grève. Résultat, l'extension ne s'est pas faite, les travailleurs du Mans ont dû arrêter leur mouvement.

SNCF-Renault l'exemple, le contre-exemple

SNCF, Renault, deux situations différentes mais deux cas de grève très différents.

Dans un cas, une lutte unie de tous les chemins qui prennent leurs affaires en main et gagnent.

Dans l'autre cas, une grève menée par la CGT sans la participation active des travailleurs, d'où l'échec.

Aujourd'hui, à Renault, les problèmes subsistent, les revendications demeurent.

La direction de la Régie a gagné une bataille. C'est plus qu'un avertissement.

De nouvelles attaques vont bientôt s'abattre sur les travailleurs.

Une fois de plus, il n'y aura pas d'autre solution que de combattre, mais pas avec la politique de la CGT. En prenant nous-mêmes nos affaires en main jusqu'à la satisfaction des revendications.



RENAULT

Les travailleurs face à l'austérité

Tout reste à faire

Le concert assourdissant des vociférations contre la grève des Renault est tout bonnement ignoble. Quels que soient les désaccords que l'on puisse avoir avec la direction de la CGT, et la manière dont elle a conduit le conflit au Mans, le tollé de la classe bourgeoise contre la classe ouvrière est à vomir.

Les travailleurs de Renault ont toutes les raisons de se battre. La prime, abaissée comme une mesure vexatoire en cette rentrée — les salaires bloqués à 1,5 % pour 1985 — l'emploi, contre lequel le P-DG Besse a été nommé par Fabius, tout cela ne fournit-il pas suffisamment de raisons de faire grève ?

Les charognards d'en face, ceux de la presse de Hersant ou de la télé, ceux du CNPF qui savent de voir les travailleurs de Renault en échec, tous ceux-là sont nos ennemis. N'a-t-on pas vu *l'Express* (édition de Paris) titrer sur une photo représentant l'usine de Billancourt : « *Billancourt, à quand un espace vert ?* »

Derrière ce lamentable chorus anti-grève, apparaît crûment l'offensive de George Besse, maître P-DG en matière de licenciements. Derrière ces hurlements, se confirme l'effort gouvernemental à son service pour faire de Renault une nouvelle sidérurgie.

Les travailleurs ont raison de se battre

Il faut savoir distinguer l'essentiel du secondaire. L'essentiel, c'est que l'emploi et les salaires des travailleurs sont la cible conjuguée du patronat et du gouvernement,

ce qui détermine immédiatement et sans hésitation notre camp.

Renault, ce n'est pas l'enjeu d'une guerre privée entre la CGT et la direction Besse. C'est d'abord un bastion des travailleurs. Les acquis ont été obtenus par la lutte depuis des décennies. Il s'agit pour Besse de démanteler tout cela. Dans le tohu-bohu actuel, la boussole à ne pas perdre, c'est que 21 000 suppressions d'emplois sont en jeu, rien de moins. Le modèle suivi par Besse est celui de Fiat. C'est-à-dire faire précéder la mise en place de moyens techniques ultra-modernes par une défaite de tous les secteurs combattifs du groupe.

Besse, et avec lui la voix de son maître, le gouvernement, arrive pour s'opposer aux organisations syndicales, ayant conquis le droit de cité à l'entreprise depuis longtemps. Besse, ce n'est pas le genre Dreyfus, mais plutôt le genre Calvet, de Peugeot. Pour lui, la lutte des classes, ça existe, et la tactique qu'il utilise, pour fine qu'elle soit, n'en n'est pas moins à terme celle des gros bras de la direction contre les travailleurs et leurs syndicats.

La manifestation des non-grévistes, l'intervention du directeur du Mans devant le meeting des non-grévistes, tout cela sent bien son P-DG de choc, rêvant de faire à Renault ce que d'autres ont fait à la sidérurgie.

Ne pas faire n'importe quoi

Sachant cela, la direction de la CGT avait, comme premier syndicat des entreprises du groupe, de lourdes responsabilités. En face d'elle, un P-DG de choc et un gouvernement décidés à en découdre.

Dans les usines, existait bien une montée réelle du mécontentement, fournissant la base d'une montée en puissance de l'action. Parallèlement, des secteurs étaient déjà mobilisés. Tout cela infirme l'allégation d'une grève réduite au seul activisme de la CGT.

Ce n'est pas comme cela que la CGT a raisonné. Tout s'est passé comme si, au Mans et à Billancourt, son souci essentiel était sa propre affirmation. Tout s'est passé comme si la lutte des classes devait être réduite à une lutte entre la seule CGT et le gouvernement *via* la direction.



La sortie de la délégation de la CGT, à la suite des négociations à l'usine du Mans

La précipitation dans le mouvement, sans garantie prise pour son extension aux autres usines, montre une boulimie cégétiste à occuper à elle seule le terrain, y compris contre les grévistes dont elle s'est méfiée.

S'il était justifié de partir en grève pour la prime, pourquoi cette hâte à l'occupation de l'île Seguin ? La seule explication réside dans un comportement cégétiste déterminé par le souci de tout contrôler afin de mieux s'affirmer comme la seule

avant-garde syndicale à Renault.

Ce faisant, la CGT a relégué les travailleurs, même ceux qui lui étaient favorables au départ, au rang de spectateurs de l'action. La substitution du mouvement de masse par la seule CGT a conduit, au Mans, à l'inévitable minorisation.

La CGT a, de plus, fait abstraction de Besse lui-même, comme si ce P-DG musclé n'allait pas profiter des moindres faiblesses pour contre-attaquer, maîtrise et

cadres en tête. Ainsi, a-t-on vu des premiers pas vers le regroupement anti-grève des non-grévistes et de l'encadrement. Cela a été facilité par le rejet par la CGT de l'organisation de masse du mouvement. Tout cela a facilité le décrochage de la CFDT au Mans, désertant le mouvement au nom de l'apparition exclusive de l'action par la CGT sans rien avancer de plus crédible.

La note est lourde à payer. La reprise au Mans, suite à la levée des menaces de sanc-

tions et de la concession faite sur la prime (210 francs) apparaît comme un échec de cette tactique syndicale CGT.

Tous les problèmes demeurent

Malgré la hâte des grands carnassiers patronaux et gouvernementaux avides de signer l'arrêt de mort du mouvement ouvrier à Renault, tous les problèmes demeurent.

La reprise au Mans laissera des traces. La méfiance des travailleurs envers la possibilité de gagner par ce genre de lutte grandira, comme la méfiance à l'égard des syndicats et singulièrement de la CGT.

La CGT, qui se voulait l'avant-garde éclairée de Renault, se substituant au mouvement des travailleurs, recevra la facture à payer des travailleurs eux-mêmes, qui n'entendent pas lutter par procuration, surtout quand ils sont conduits à l'échec.

Mais les revendications demeurent, même si la direction de la Régie a gagné une bataille. Les suppressions d'emplois, obsession de Georges Besse, restent à venir, rendez-vous est pris pour 1986.

Dire aujourd'hui « c'est cuit à Renault », c'est faire de l'échec de la tactique CGT, disqualifiée par les travailleurs, l'échec des 90 000 travailleurs de Renault.

Besse a marqué un point. La lutte est loin d'être finie.

Jean Lantier

Formation

La LCR organise à Paris un cycle de formation élémentaire ouvert à tous ses sympathisants et aux lecteurs de *Rouge*.

Ce cycle débutera le 30 octobre et se tiendra pendant huit semaines tous les mercredis de 19 à 21 heures au 9, rue de Tunis, Paris 11^e.

30 octobre : La lutte des classes dans l'histoire.

6 novembre : La Révolution russe.

13 novembre : Le stalinisme.

20 novembre : La révolution politique.

27 novembre : Oppression et radicalisation des femmes.

4 décembre : La social-démocratie.

11 décembre : La révolution permanente.

18 décembre : Construire la LCR pour construire le parti révolutionnaire.

CGT

Peut-on se passer des masses ?

La CGT veut-elle inventer un syndicalisme qui se passe des travailleurs et de leur mobilisation ? La manière dont elle s'autoproclame avant-garde syndicale face aux masses qu'elle juge inconscientes et immobiles le laisse penser. Quand la centrale de Montreuil n'agit plus qu'avec les méthodes SKF, l'adhérent ou le sympathisant de la centrale est en droit de se poser la question.

Les actions minoritaires sont désormais érigées en ligne centrale dans la confédération. Toutes les directions fédérales se torturent l'imagination : que pourront-ils occuper à quelques dizaines ?

Plus grave, la conduite des luttes par la CGT repose également sur le choix minoritaire. Quand les conducteurs de la SNCF sont à la quasi-unanimité en grève, la CGT ne leur propose aucune

perspective pour renforcer leur mouvement, appelant à la reprise dès que la direction consentit un premier recul. Quand, au Mans, deux mille ouvriers étaient prêts à l'action, l'organisation des piquets prend soin de les exclure.

Pas une affiche, pas un tract pour le 24 octobre

Le faisceau de présomptions est tissé. La CGT entend faire des travailleurs les simples spectateurs d'actions qu'elle veut contrôler jusque dans le moindre détail. Son

propos actuel ne consiste pas à préparer une vaste mobilisation du plus grand nombre, mais au contraire de s'affirmer seule gardienne des arcanes de la lutte des classes.

Ainsi, à la veille du 24 octobre, pas une affiche, pas un tract CGT ne s'adresse aux travailleurs. En revanche, les réunions internes se multiplient pour préparer quelques coups savants ce jour-là et pour parfaire le décorum de l'apparition cégétiste.

Abandonnant l'objectif de la mobilisation de masse, la CGT ne fait aucune campa-

Interdire la casse !

Parti de cinq chantiers sur les trois faces maritimes du pays, le gouvernement dirige la branche navale vers deux seuls sites rescapés : La Ciotat en Méditerranée, Saint-Nazaire sur l'Atlantique. A Nantes et à Dunkerque, quotidiennement, les travailleurs font face pour arrêter le massacre.

« Quand on touche à la navale, Nantes s'enflamme. » Joignant le geste à la parole, les travailleurs du chantier Dubigeon ont brûlé des pneus aux carrefours de la ville, puis devant la préfecture. Question de s'expliquer

avec le pouvoir politique. « C'est la faute d'Alstom, mais aussi du gouvernement avec ses promesses non tenues. Ou nous restons passifs et nous acceptons le démantèlement ou au contraire, nous réagissons. » La direction

veut réduire ceux de Dubigeon à l'état de main-d'œuvre de sous-traitance pour le chantier de Saint-Nazaire. A court terme, ce sera « la mort » du chantier.

Le 8 octobre, l'union locale CGT appelait seule à un rassemblement devant la préfecture. Un bide : deux cents personnes et peu de travailleurs de Dubigeon. Le 10 octobre, pendant près de trois heures, les flics ont attaqué les travailleurs en lutte retranchés dans le chantier.

Par solidarité, les travailleurs des ACB, entreprise toute proche, ont débrayé, et sont

venus apporter de l'aide à leurs camarades. Une semaine d'affrontements avec les flics a renforcé le sentiment qu'il faut tenir, faire parler de la lutte, rester unis intersyndicalement.

« On cherche à briser la lutte de Dubigeon et à nous enfermer dans le chantier pour nous y faire crever gentiment sans embêter personne.

Il est impératif de continuer l'action. » Le 11 octobre, une nouvelle manifestation rassemblait l'intersyndicale de Dubigeon, des travailleurs de Thomson, des ACB, avec leurs banderoles CGT et

CFDT. « La mayonnaise peut prendre pour un développement décisif des luttes en Loire-Atlantique. » L'union locale CFDT avait appelé l'ensemble des salariés nantais à participer au rassemblement. L'union locale CGT avait refusé de venir. Deux mille manifestants formaient un cortège où se côtoyaient des sections syndicales CFDT, CGT, l'union locale CFDT. La volonté de se battre unitairement avait été plus forte que la division.

L'unité syndicale aussi a rudement souffert ces dernières semaines à Dunkerque. L'intersyndicale, active depuis deux ans, avait éclaté devant les perspectives de lutte. La CGT proposait la grève illimitée, la CFDT, FO, CGC préconisaient l'organisation d'actions ponctuelles. Un vote des salariés du chantier organisé par les quatre syndicats, donnait une majorité écrasante (85 % des votants) à cette dernière proposition. L'unité syndicale s'est finalement ressoudée ces derniers jours. Lundi 14, une manifestation dans Dunkerque démenageait à nouveau un élément de navire en construction devant la sous-préfecture. Avec grues, camions, et l'assistance des 1 500 manifestants. La manifestation fut pacifique. Mais les lettres de licenciement (sept cents), qui devraient partir cette semaine, risquent de rallumer les flammes de la colère dunkerquoise.

C'est plutôt, en revanche, un feu de joie qui a salué la reprise du travail aux chantiers de La Ciotat dans la

région marseillaise. Après cinq semaines de grève unitaire, soutenue par la CGT, la CFTC, la CFDT, la reprise du travail a été l'occasion d'un bal populaire. La direction a fait marche arrière sur les mesures vexatoires (suppression des douches) qui avaient déclenché la grève. Les deux cents congés conversions qui vont réduire l'effectif du chantier, s'ils sont maintenus, seront toutefois attribués sur la base du volontariat. Dans l'immédiat, à l'inverse de Dunkerque et de Dubigeon à Nantes, l'avenir de La Ciotat semble préservé. A quarante kilomètres de là, le chantier de La Seyne longtemps en tête de la lutte de la navale est, par contre, toujours en cours de décapitation. Saint-Nazaire, sur la façade atlantique, à côté de Dubigeon-Nantes paraît, pour l'instant, écarté des remous. Une commande attribuée au chantier cet été a renfloué le plan de charge qui était au plus bas.

Le début de coordination des luttes contre le massacre de la navale qui avait donné naissance à la marche sur Paris des chantiers Nord-Méditerranée, il y a deux ans, est aujourd'hui au point mort. Site par site, les travailleurs tentent maintenant de limiter la casse. C'est dire si l'unité syndicale, le lien avec les populations locales et les autres entreprises en lutte contre les licenciements est vital. Les semaines à venir sont décisives.

**Michel Morel
avec Michel Barret
à Nantes**

MANIPULATEURS RADIOS DES HOPITAUX

Une lutte de longue haleine

Les manipulateurs radios des hôpitaux sont en lutte depuis plusieurs mois. Après une journée nationale de grève réussie le 8 octobre, ils se sont retrouvés le 15 à Paris en coordination nationale soutenue par les fédérations syndicales CGT, CFTC, plusieurs régions CFDT et l'association nationale de la profession.

Alors que le Parlement vient de voter en première lecture le statut des person-

nels hospitaliers et que le groupe socialiste a refusé d'intégrer leurs revendica-

tions, ils apparaissent décidés à continuer leur lutte pour la garantie de leurs avantages acquis.

Une série d'actions sont prévues comme le 16 octobre en Bretagne, dans les pays de Loire et à Caen, avec une manifestation à Rennes dont le maire est le ministre de la Santé, Edmond Hervé. Dans la région parisienne, une journée d'action est prévue le vendredi 18 octobre. Et une nouvelle journée nationale de grève est prévue le 5 novembre dans l'ensemble du pays.

Les manipulateurs radios comptent bien mettre à profit la prolongation du débat parlementaire, la navette entre le Parlement et le Sénat, pour accroître leur rapport de forces et emporter la décision.

C'est pour cela qu'est prévue une journée de grève reconductible qui démarrerait quelques jours avant la discussion sénatoriale. Ils comptent bien, en orientant leur mobilisation en direction de ceux qui décident vraiment de leur situation, contraindre les parlementaires socialistes et communistes à intégrer leurs revendications.

Dans ce mouvement, ils disposent à l'évidence d'un atout considérable. En effet, le statut pour l'amélioration duquel ils se battent concerne l'ensemble des 650 000 hospitaliers. Nombre des articles de ce statut reviennent sur

des avantages acquis et autorisent l'administration à licencier des personnels titulaires en cas de redéploiement des effectifs. De plus, aucune des grandes revendications traditionnelles du secteur — à savoir la suppression de la notation et l'institution d'un véritable treizième mois, les trente-cinq heures avec embauches équivalentes — ne figurent dans ce statut, politique d'austérité oblige.

A juste raison, la coordination des manipulateurs radios propose aux coordinations locales et départementales de s'adresser à l'ensemble des personnels pour leur expliquer en quoi cette mobilisation pour faire changer le fameux « titre 4 » du statut concerne non seulement les manipulateurs mais aussi toutes les autres catégories d'hospitaliers.

Il est vrai que les fédérations syndicales nationales n'ont quasiment rien fait pour informer les personnels si ce n'est quelques velleités du côté de la CGT.

Les manipulateurs radios comptent bien qu'au moment du passage de cette question devant le Sénat, ils entraineront avec eux, dans une démarche unitaire, un début de mobilisation des autres catégories pour peser plus fort pour les revendications de tous.

Correspondant

CLERMONT La gare SNCF en grève

En grève une heure par jour depuis le 20 septembre contre la suppression de quatorze postes (20 % de l'effectif), les soixante cheminots des guichets voyageurs de la gare de Clermont entament le 30 septembre la grève illimitée, avec occupation des locaux. L'impact du mouvement des agents de conduite n'y est pas pour rien. Aucun billet n'est vendu, plus un train ne circule, les contrôleurs (ATV/KRU) n'ont plus de trains « à faire ». Ils prennent contact avec les guichetiers. Et dès la reprise du travail, des agents de conduite appellent à ne pas encaisser les frais de transport auprès des voyageurs, demandant à ceux-ci de « régulariser leur situation à l'arrivée ». Forme de couverture pour dire aux gens qu'ils peuvent voyager gratuitement.

Dur pour la direction, qui s'obstine malgré tout et refuse toute négociation sur les quatorze licenciements prévus. Dans les autres services, on discute : « Les contrôleurs marquent leur solidarité et nous alors ? » Certains conducteurs gonflés par « leur victoire », parlent de planter les locaux « sur les aiguilles de la gare ». Devant cette aspiration, les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, appellent à l'élargissement de la lutte à tous les services, convoquent une assemblée générale. Celle-ci n'aura pas lieu. La direction prend peur et annonce qu'elle ramène les suppressions d'emplois de quatorze à six. « Merci les gars, à charge de revanche »,

diront les guichetiers aux contrôleurs après avoir voté la reprise du travail.

GENNEVILLIERS Quinzième jour de grève

Derrière le sigle CFEC se cachent les batteries automobiles Steco et le groupe Gould. Dans ce trust américain, les salaires et les conditions de travail sont dignes du XIX^e siècle : moins de 5 000 francs par mois avec vingt-cinq ans d'ancienneté. Les équipes postées sont moins payées que celles des travailleurs en horaire normal. Ajoutez à cela les vapeurs de plomb et les bains d'acide...

« L'atelier des acides, pour nous, c'est l'infirmerie, quand tu es plombé, c'est là qu'ils t'envoient pour te refaire une santé. » Par dessus cela, les petits chefs racistes et la division entretenue par la direction entre les immigrés empoisonnent encore plus l'atmosphère — maghrébins contre africains, arabes contre antillais.

La grève est déterminée. Solidement ancrée dans l'occupation et les revendications. 300 francs pour tous les salariés inférieurs à 6 000 francs. Amélioration des conditions de travail, arrêt des brimades racistes. Les grévistes s'efforcent maintenant d'étendre leur lutte vers l'usine sœur d'Outarville près d'Orléans, que la direction veut utiliser pour contrôler l'arrêt de la production à Gennevilliers.

SNCF

Retour sur une grève

Opération de la CGT pour Lutte ouvrière, prélude à la grève générale politique pour le PCI (Parti communiste internationaliste), la dernière grève de la SNCF est l'occasion de commentaires opposés. Il nous paraît important d'analyser ses aspects contradictoires, plutôt que de lui régler son compte avec des appréciations simplistes et fausses.

Boris Labranche

Combativité et spontanéité

Suivie par 90 à 100 % des agents de conduite, la grève a été une véritable lame de fond. Elle a emporté des travailleurs qui n'avaient pas fait grève depuis 1968. C'était « la première » pour de nombreux jeunes. D'autant plus remarquable, que la grève fut, dès le départ, illimitée. Mais ils furent aussi les plus farouches partisans de la revendication unique (retrait du contrôle des connaissances), et les plus sensibles au matraquage des médias sur « la victoire ». Impétueux et massif, le mouvement était, en même temps, profondément hétérogène.

La grève est bel et bien partie de la base. Sans mot d'ordre syndical. Gagnant en une journée les régions de Chambéry et Lyon. La légende d'une opération CGT avancée par Lutte ouvrière ne tient pas debout. Le vendredi 27 septembre, journée d'action à la SNCF, la fédération CGT ne voulait pas entendre parler de riposte aux mesures de la direction, déjà connues depuis quinze jours. Lundi 30 septembre, les secteurs CGT (relais régionaux de la

fédération) refusaient d'appeler à la grève. En fin d'après-midi eut lieu le « tournant » : un appel à quarante-huit heures de grève. Ne pouvant plus bloquer le mouvement, la CGT choisissait de le précéder, là où c'était encore possible. Cette manœuvre fut un fiasco.

Des militants CFDT, des inorganisés, la FGAAC (autonomes) parfois, prenaient l'initiative de la grève dans de nombreux dépôts. La CGT n'était plus maîtresse du terrain. Dans d'autres dépôts, les militants CGT n'avaient pas « attendu » les décisions fédérales. Test, s'il en est : les militants CGT ayant osé défendre les quarante-huit heures furent des plus rares. Dans leur grande majorité, ils n'en parlaient pas ; ou alors ils présentaient cet appel comme 48 heures « reconductibles ». La CGT ne « récupéra » le mouvement que dans quelques bastions. Lorsqu'elle voulut, enfin, jouer la division, les réactions furent très vives. Comme à Toulouse : « Pas de polémique, unité ! »



public, les grévistes ont eu le sentiment d'un mouvement facile et unitaire. Ce climat a pesé sur l'organisation de l'action.

A la différence de la grève du printemps dernier, pour les 35 heures, il n'y eut pas de comités de grève. « Ce n'était pas nécessaire puisque tout le monde était d'accord. » Certes, les assemblées générales étaient de règle. Même là où il ne s'en tenait plus depuis des lustres. Elles furent massivement suivies, unitaires, ouvertes au débat. Les piquets de grève étaient nombreux, renforcés et le plus souvent combattifs. Les liaisons par téléphone, de dépôt à dépôt ou par connaissance

entre travailleurs, entre militants ont été multipliées, indépendamment des fédérations.

Mais l'occupation du dépôt, les drapeaux rouges, le piquet de grève faisant office de direction de l'action, en lien avec l'ensemble des dépôts de la région comme à Metz, est resté une exception (voir Rouge de la semaine dernière).

Cette apparente « facilité » dans l'action, unanime, sans que se mettent en place les moyens de direction de contrôle de l'action par les grévistes, pesa pour la reprise du travail. Elle laissa aux fédérations syndicales le champ quasiment libre.

Une revendication limitée

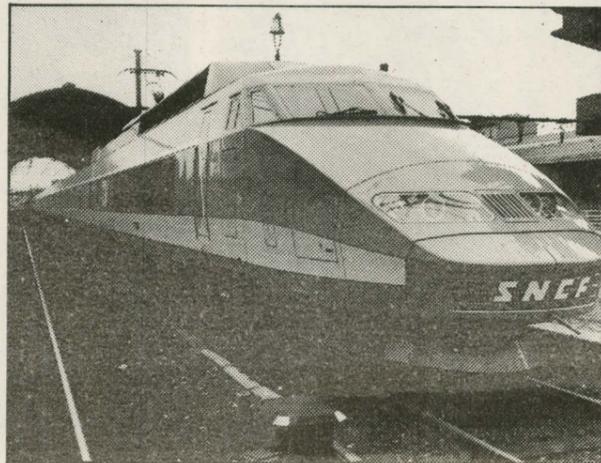
Les grévistes, dans leur grande majorité s'en sont tenu à la revendication du contrôle des connaissances. Certains d'entre nous y voient le signe d'un faible niveau de conscience ; d'autres, là encore, le produit de facteurs contradictoires.

Le poids des nouveaux grévistes, rappelons-le, fut important. Leur prudence est en soi une indication sur la situation politique. A d'autres époques, offensives, dirons-nous, avant 1968 par exemple, les jeunes, nouveaux dans les luttes, ont pesé dans le sens d'une radicalisation. Et non de la prudence.

Mais cette attitude relève aussi du réalisme. Les travailleurs, instruits par des échecs répétés, se méfient des directions syndicales. Les oppositionnels au sein des fédérations, et a fortiori les révolutionnaires, ne sont pas à même de faire figure d'alternative au plan national. L'idée d'un comité de grève national, capable d'être une direction de lutte représen-

tant les grévistes, est loin d'être une évidence pour les cheminots.

Dès lors, la méfiance à l'égard des directions syndicales se double d'une crainte légitime de négociations « tous azimuts », incontrôlables, autonomes par rapport à la grève. D'où cette volonté de s'en tenir à une seule revendication limitée.



Les travailleurs sont conscients, enfin, de la nécessité d'un rapport de forces considérable pour gagner sur des revendications élevées. Rapport de forces d'autant plus difficile à construire avec les fédérations syndicales, telles qu'elles sont aujourd'hui ! Ce sont elles, cependant, qui conservent dans ce cadre une fonction incontournable : la négociation.

Il y eut pourtant dans ce contexte général des excep-

tions comme à Saint-Lazare, à Toulouse, à Tours, etc.

La reprise du travail se fit en fin de compte nationalement avec un sentiment de « victoire » qui souligne la faiblesse que représentait la plate-forme revendicative de la grève. Notons, là encore, des exceptions notables comme Metz, Tours, Toulouse qui poursuivirent le mouvement une journée dans l'intention explicite d'inverser la tendance.

Tout blanc ou tout noir ?

Les cheminots sont confrontés depuis des années à une offensive patronale très dure. Ils ont lutté régulièrement contre ces menées et ils ont ainsi vérifié, dans la pratique, que les fédérations syndicales refusaient d'organiser sérieusement la riposte.

Depuis 1981, ces mécaniciens ont lutté vainement contre les sanctions dans presque tous les dépôts. Les aiguilleurs, dont la lutte sur les 35 heures a été bradée au printemps 1984 étaient prêts à repartir cette fois. Ces défaites n'ont donc pas brisé la combativité. La preuve vient d'en être faite. Il serait pourtant tout aussi simpliste de ne pas voir les conséquences de ces échecs successifs.

La disponibilité à l'action est moindre. Il faut que « ça vaille le coup ». Et même, des

secteurs restent à la traîne, et attendent en regardant ceux qui s'engagent. Tout cela pèse d'ailleurs dans le sens de l'autolimitation de l'action, dont la grève des agents de conduite est un témoignage. Certes, les conséquences ne sont pas unilatérales. La grève illimitée est aussi le produit de la défaite des luttes dépôt par dépôt contre les sanctions. Le bilan a été tiré de la tactique de riposte dispersée des syndicats. La multiplication des liaisons par téléphone, qui dépassent les directions fédérales, témoigne également d'un renforcement des capacités d'initiatives à la base. Il est important, enfin, de souligner le début de rôle de coordination et d'impulsion du mouvement qu'a joué l'opposition « lutte de classe » dans la CFDT.

L'existence de militants « gauche » qui critiquent leurs fédérations syndicales est une donnée permanente des conflits au même titre que l'hésitation des travailleurs à entrer en lutte. Ceux-ci se désyndicalisent et perdent l'acquis de l'organisation collective permanente. Mais la grève des 35 heures du printemps dernier démontrait que l'auto-organisation passait mieux, plus facilement. Alors, tout blanc, tout noir ? Ni l'un ni l'autre évidemment. Nous vivons une situation intermédiaire. Au cœur de ses enjeux : la reconstruction d'instruments de lutte pour les travailleurs.

L'absence d'auto-organisation

Il serait absurde de conclure que les fédérations syndicales n'avaient plus aucun poids. Même si le débordement a été massif, la spontanéité radicale, les militants

n'en continuaient pas moins d'être sensibles aux consignes que leur donnaient leurs fédérations. Et une fois l'extension réalisée et le soutien de toutes les fédérations rendu

Et l'extension ?

Interview d'un cheminot de la LCR

« Qu'une catégorie en lutte s'adresse aux autres n'est pas de tradition à la SNCF. De plus, les cheminots se méfient de l'extension lorsqu'ils "tiennent" une bonne action. Une telle extension a souvent servi de prétexte aux appareils syndicaux pour la reprise en main de l'action, le cassage de la lutte. Les agents de conduite ont encore en mémoire l'exemple de 1976.

« Cette façon de voir nous a paru fautive lors de la grève... jusqu'à un certain point. Nous l'avons combattue. Mais nous n'avons pas cherché à inclure l'ensemble des revendications majeures dans l'action en cours pour étendre celle-ci. Nous avons proposé d'avancer des revendications, en positif, concernant directement le problème de la sécurité : équipements, formation, conditions de travail, effectifs. Nous n'avons pas cherché à

étendre le mouvement à tous les cheminots, mais seulement à ceux concernés directement par cette question de la sécurité. Nous avons considéré que la majorité des grévistes analysait mal le passage du rapport donné au rapport de forces possible. Mais nous-mêmes, à cette étape, avons procédé à une autolimitation.

« Les agents concernés par la sécurité étaient prêts à entrer dans la lutte. La température était particulièrement élevée chez les contrôleurs et les aiguilleurs. Ceux de Tours sont partis en grève. Chez les autres cheminots, on n'était pas prêt par contre à cette étape. Notons cependant que les ateliers de Béziers, le Serenam de La Chapelle (Paris Nord) et la gare de Clermont (cf. notre encart) se sont mis en grève illimitée sur leurs propres revendications. »

La journée du sang et de la honte

Le 17 octobre 1961 : plusieurs centaines d'Algériens sont massacrés par la police de De Gaulle. Leurs corps sont jetés dans la Seine, pendus dans les bois. Quel souvenir ? La gauche a mauvaise conscience, elle ne se souvient pas. Ces journées furent celles du sang et de la honte.

« La petite cour, dite d'isolement, qui sépare la caserne de la Cité de l'hôpital préfectoral, était transformée en un véritable charnier. Les tortionnaires jetèrent des dizaines de leurs victimes dans la Seine qui coule à quelques mètres pour les soustraire à l'examen des médecins légistes, non sans les avoir délestés, au préalable, de leur argent et de leur argent (...). Les uns la grande cour du 19 août, plus d'un millier d'Algériens étaient l'objet d'un matraquage intense que la nuit rendait encore plus sanglant. »

Ces lignes sont extraites de la déclaration d'un Groupe de policiers républicains diffusée quelques jours après la sanglante répression des manifestations algériennes à Paris, en octobre 1961. Si la gauche française a gardé en mémoire la tuerie de Charonne, le

8 février 1962, lors d'une manifestation de masse contre l'OAS, elle a évacué ce souvenir pénible, censuré le massacre de plusieurs centaines d'Algériens en plein Paris, quelques mois plus tôt ! Aussi, faut-il être reconnaissant à Michel Lévine pour le livre qu'il vient de publier chez Ramsay : les Ratonnades d'octobre, un meurtre collectif à Paris en 1961.

Cette année-là, le pouvoir gaulliste s'apprête à négocier avec le Front de libération nationale (FLN) algérien. Il a dû faire face aux tentatives de coup d'Etat des généraux à Alger, et l'OAS commence déjà sa campagne d'assassinat et de terreur sur le territoire métropolitain. Mais de Gaulle veut aborder le FLN en position de force : en Algérie, les opérations militaires destinées à écraser

la « rébellion » n'ont pas faibli. En France, le pouvoir veut porter un coup à l'emprise du FLN sur l'émigration algérienne, les hommes, les femmes et enfants que l'administration appelait alors les FMA (Français musulmans d'Afrique du nord).

Prétexte saisi : les attentats menés par le FLN contre la police. Les hommes chargés de la répression sont en place : Papon, préfet de police de Paris, et Roger Frey, ministre gaulliste de l'Intérieur. Ces hommes ont introduit en France les méthodes à l'honneur en Algérie : corps de police spéciaux, dont la tâche est de conduire dans les bidonvilles et les quartiers peuplés d'Algériens une lutte dont les méthodes ont été éprouvées lors de la Bataille d'Alger. Ils disposent d'un état-major spécial, d'unités particulières, souvent composées de Harkis. Ils sont couverts par le garde des Sceaux, choisi à cet effet, un certain Bernard Chenot. Depuis longtemps, de nombreux camps d'internement ont été créés sur le territoire national, ou des dizaines de milliers d'Algériens, arbitrairement kidnappés, séjournent des temps indéterminés.

est condamné par la gauche, au nom des principes. Seule la fédération de France du FLN réagit. Elle organise des manifestations les 17, 18 et 19 octobre. Le FLN mobilise la population masculine d'abord, avec des consignes très strictes de non violence. Le film *Octobre à Paris* reconstitue cette préparation minutieuse, dans le bidonville de Nanterre. La mobilisation des femmes et des enfants est organisée pour les jours suivants.

Le 17 octobre au soir, des dizaines de milliers d'Algériens, en tenue du dimanche, affluent sur les grands boulevards, la Concorde, la République, le boulevard Saint-Michel. Des milliers d'autres arrivent en foule par Neuilly, en direction de l'Étoile. Un témoin rapporte : « Ils avaient l'air assez joyeux, il y avait une certaine ambiance. Les gens frappaient dans leurs mains de façon rythmée. Ils ne semblaient pas du tout effrayés, ni même inquiets. Il ne se méfiaient pas du tout, marchaient tout doucement et criaient "Algérie algérienne !" en français. » Jusqu'au moment où la police, qui leur barrait la route, charge avec la dernière violence. Coups de feu, matraquages déchainés (les flics étaient alors armés de « bidules », dont un coup violent pouvait défoncer le crâne), chasse éperdue et sauvage. Le bilan officiel de cette première nuit est terrible : 11 538 arrestations sur 30 000 manifestants estimés (80 000 selon la fédération de France du FLN). Officiellement toujours, on dénombre trois morts (dont un Français) et 34 blessés. Mais des Algériens ont été jetés par dizaines, assommés, jetés par dessus les ponts de la Seine. Quelques-uns s'en tirent. Les corps de beaucoup d'entre eux sont repêchés les

jours suivants par les marinières. D'autres sont retrouvés pendus dans les bois.

Quant aux Algériens arrêtés, ils sont transférés à Vincennes, à Baujon, au palais des Sports, au centre des expositions à la Porte de Versailles. Les avions d'Air France convoient des centaines de ces hommes, les jours suivants, vers l'Algérie. Les journalistes, même ceux du *Figaro*, rapportent alors combien ils portent, sur leurs corps, les marques des sévices endurés dans les centres de détention parisiens.

La population détourne la tête. Une photo, publiée à la une d'un

quotidien illustre bien sa réaction : des voyageurs figés derrière les vitres du métro alors que les flics assassinaient sur le quai de la station. Pendant ces huit jours de massacre, le taux de fréquentation des cinémas et théâtres baisse vertigineusement. Les gens, apeurés, sont conditionnés par les radios et journaux qui entretiennent la peur et la haine. Le *Parisien libéré* annonce la saisie d'un « stock impressionnant de couverts de cuisine et de matraques » sur les manifestants. *Paris-Jour* n'en revient pas : « Ce spectacle de milliers d'Algériens défilant sur les grands boulevards d'où, durant

trois heures, les agents de la force publique avaient complètement disparu... C'est inouï ! » *L'Aurore*, le *Figaro* ne sont pas en reste. Même le *Monde* qui a pourtant su, tout au long de la guerre, alerter contre les « excès » de la répression, se range du côté des assassins. Jacques Fauvet écrit dans ce quotidien le 19 novembre : « En métropole et particulièrement à Paris, les lâches attentats commis au hasard contre les agents de police ont amené à prendre des mesures qui sont peut-être critiquables, mais qui visent à assurer autant la sécurité des musulmans que celle des agents en évitant aux

premiers d'être victimes, comme cela est arrivé, de mitraillades la nuit. Ces attentats et la manifestation organisée mardi soir conduisent à s'interroger sur l'attitude de la fédération de France du FLN dont les dirigeants ont toujours été plus durs et plus hostiles à la négociation que ceux du GPRA. » Du côté du mouvement ouvrier, le silence est dramatique. Des dénonciations, certes, dans *l'Humanité* et *Libération*. Mais surtout, une absence totale d'initiatives des grandes organisations. Il y eut bien quelques débrayages à l'appel de la CGT, un meeting place Nationale devant Renault,

des actes de solidarité individuels à l'égard de camarades de travail algériens menacés. Pas plus. Pas le moindre appel à rejoindre les manifestations d'Algériens. Seulement, au lendemain des massacres, l'annonce à la une de *l'Humanité* que la CGT ne tolérera pas la réédition de tels actes !

Ces journées furent celles du sang et de la honte. C'est bien pourquoi elles ont été « oubliées ». Il le fallait, sans doute, pour continuer à raconter la fable de la « police démocratique au service du peuple » et aussi pour masquer l'absence de solidarité avec le peuple algérien (ou l'engagement direct dans la guerre et la répression, n'oublions pas la SFIO de Guy Mollet ni son ministre Mitterrand !)

Nous payons toujours ces trahisons, à travers la montée actuelle du racisme et les succès d'un Le Pen (qui, député à l'époque, exigeait plus de fermeté encore de la part de Papon et de Frey !). La classe ouvrière ne trouvera la voie de son émancipation que quand elle aura rompu avec le chauvinisme, terreau du racisme : quand elle aura compris que la police d'aujourd'hui est l'héritière des traditions de celle d'hier. C'est pourquoi, en ce 24^e anniversaire des massacres d'octobre à Paris, le plus grand massacre d'ouvriers en France depuis la Commune, il faut faire connaître et lire le livre de Michel Lévine.

Michel Thomas

1. Les Ratonnades d'octobre, un meurtre collectif à Paris en 1961, Ramsay.
2. Cet article de Fauvet dut tourner longtemps la conscience du *Monde*. Ce quotidien concluait, le 12 février 1982, au massacre d'au moins deux cents Algériens en octobre 1961.
3. Le *Libération* d'alors, dont la rédaction était composée de journalistes du PC et de progressistes non stalinien.



Roger Frey, ministre de l'Intérieur, responsable des ratonnades d'octobre 1961



1961 : Paris comme Alger : les Algériens hors-la-loi



Une manifestation antiraciste, le 18 novembre 1961. La réaction du mouvement français aux crimes d'octobre fut dérisoire.



La nécessaire unité des antiracistes

Personne ne saura jamais avec certitude combien d'hommes et de femmes ont trouvé la mort, ce soir du 17 octobre 1961, à Paris, il y a exactement vingt-quatre ans.

Pendant des années, ce fut la loi du silence autour de cet abominable meurtre collectif perpétré par la police parisienne. Le racisme était déjà bien vivant... Quelques Algériens de plus ou de moins, n'est-ce pas ? Et puis la bonne conscience française se satisfaisait de l'assimilation d'un combat de libération nationale au terrorisme.

Vingt-quatre ans après, l'un de ceux qui torturaient au nom de l'armée, Jean-Marie Le Pen, parade de nouveau à la télé et à la radio, déverse ses flots de haine raciale, et aspire à la légalisation suprême : l'entrée par la grande porte au Parlement en 1986. Plus que jamais, la démonstration de force des antiracistes est à l'ordre du jour.

Plus que jamais, la mobilisation des Français, des immigrés, des Beurs doit trouver sa concrétisation lors d'une immense manifestation nationale à Paris en décembre 1985 ! La troisième marche de l'égalité devrait s'imposer. Pourtant, la division et la menace de deux marches est toujours présente. Notre responsabilité à tous, quelles que soient les divergences et les problèmes rencontrés depuis quelques années, c'est d'imposer l'unité !

Nul ne peut décider à la place des dizaines de milliers de jeunes, Beurs et Français, de tous ceux qui ont fait la marche de 1983, Convergence 1984 ou la Concorde du 15 juin et qui sont prêts une fois encore à se mobiliser à la hauteur des enjeux dans le cadre unitaire qui a toujours été celui des démonstrations de force face à l'extrême droite et aux menaces de la droite.

Une seule marche, c'est le seul moyen d'assurer le développement et l'expression de la lutte pour l'égalité des droits, de construire un rapport de forces pour le droit de vote. Dans les villes où les collectifs unitaires préparent déjà la mobilisation, dans toutes les associations où la tradition unitaire a fait ses preuves d'efficacité, la division et les exclusives sont inacceptables !

La marche doit partir dans quelques jours ! L'appel unitaire le plus large possible doit très vite être signé par toutes les organisations, associations et personnalités pour le succès, c'est encore possible. C'est urgent !

Hélène Viken

PS

Les problèmes demeurent ...

Les militants, paraît-il, la souhaitent, le message de Mitterrand l'exigeait, Fabius la voulait et chaque orateur la jugeait « possible et souhaitable ». Les dirigeants socialistes ont donc opéré la « synthèse ». Pourtant, divergences, arrière-pensées et questions demeurent.

Au terme du congrès de Toulouse, le bilan des débats entre socialistes apparaît simple. Concernant le passé et l'action gouvernementale, Rocard n'a — évidemment — pas réussi à faire condamner la politique de relance de 1981 et les mesures de l'« état de grâce » : Mauroy y a veillé ! Mais le texte de la synthèse insiste pesamment sur le poids des contraintes

économiques et les illusions des électeurs socialistes de 1981. Sur le plan économique, le congrès a marqué une homogénéisation de l'appareil socialiste sur deux points : au niveau concret, les intervenants — des ministres aux responsables locaux — ont fait assaut de manifestations de solidarité avec la politique gouvernementale de modernisation et d'austérité,

autour du bilan de cinq années de gouvernement. Ce sera, à n'en pas douter, un des thèmes centraux de la campagne législative : recul de l'inflation, rétablissement des grands équilibres, etc. Evidemment, il y a un point noir, le chômage. Mais Fabius n'a pas hésité à dénoncer « les grincheux qui voient dans notre bilan tel défaut de peinture plutôt que l'architecture d'ensemble » ! Les chômeurs apprécieront...

Toulouse ou Bad-Godesberg ?

Sur le plan doctrinal, chacun, quelle que soit son appartenance de courant, de Rocard au CERES, a communiqué dans les louanges à l'entreprise (« pas seulement



un lieu de conflit, mais d'abord un lieu de production de richesses») et à l'économie mixte qui n'est plus considérée comme une concession au capitalisme ou comme une étape mais comme la méthode et le but de l'action des socialistes. Cela a naturellement permis quelques remarques ironiques des rocardiens sur la « rupture avec le capitalisme »...

Enfin, Toulouse n'est pas aussi loin de Bad-Godesberg que l'affirmait avec conviction l'un des orateurs.

Deuxième thème de débat : la nature et l'identité du PS. Si personne ne souhaite ouvertement sa transformation en parti démocrate à

l'américaine, si Jospin et surtout les représentants du courant Mauroy continuent à se référer au « monde du travail » et à la tradition ouvrière, des voix nombreuses (de Rocard au CERES) ont insisté sur la vocation du PS à représenter non une classe sociale particulière mais l'ensemble des Français, voire... la France (Fabius) !

Derrière les variations sur la transformation du PS en parti « social-démocrate », jugée impossible du fait de la crise économique et de l'absence de liens organiques avec le mouvement syndical, il semble se dégager — au moins dans les discours — un projet commun : faire du PS le grand parti de toute la gauche, à vocation hégémonique. Objectif : rassembler 30 % du corps électoral, dans la perspective d'atteindre, après 1986, les 40 % et d'être ainsi « la formation clé de toute alternance démocratique ». Ceci repose sur un pronostic (la poursuite du déclin du PC) et un choix politique (la page de l'Union de la gauche est tournée). Mauroy, pourtant le plus soucieux de cultiver une image de gauche, devait déclarer crûment : « Le temps des accords entre appareils politiques est révolu ». Et de fait, tout au long du congrès, il fut assez peu question du Parti communiste.

L'ambition affichée des dirigeants socialistes est-elle une perspective réelle ou s'agit-il de fournir, à la veille d'élections qui se présentent mal, une raison d'espérer aux militants après l'abandon de l'Union de la gauche ? Le débat ne fait que commencer.

Compromis alambiqué

Enfin, la question des alliances après 1986 a donné lieu aux échanges les plus polémiques : la majorité soupçonne Rocard de vouloir gouverner avec la droite, et même d'envisager de créer un « parti de centre gauche » ; Rocard, lui, accuse la direction du parti de demander un

chèque en blanc au congrès pour pouvoir manœuvrer après 1986 et se pose en défenseur du PS contre les compromissions grâce à la proposition d'un contrat de gouvernement. De fait, un tel soupçon n'est pas sans fondement : un orateur défendant la motion Jospin devait avouer sans fard qu'il s'agissait de ne pas se lier les mains par un engagement qui pourrait gêner Mitterrand. Car, au fond, derrière les fanfaronnades des dirigeants du PS, la résignation à la défaite est patente : ils comptent sur l'utilisation par Mitterrand des pouvoirs que la Constitution de la V^e République donne au président pour retourner la situation avant l'élection présidentielle de 1988. Quelle perspective mobilisatrice pour les militants socialistes et les travailleurs...

La synthèse se présente donc comme un compromis particulièrement alambiqué : on réaffirme que le PS ne servira pas de force d'appoint à la droite, le congrès fixe la politique du parti, la convention nationale (mi-novembre) rédigera le programme électoral d'où sera, éventuellement, extrait un contrat de gouvernement à passer avec d'éventuels alliés. Et Rocard, dans sa conclusion, d'enfoncer le clou : la synthèse ne sera « vraiment » réalisée qu'avec l'adoption du programme électoral.

Restait à régler l'épineux problème des candidats : le quota femmes sera respecté, mais chacun aura compris que 20 % des candidates ce n'est pas 20 % d'élues (même si les députées sortantes seront réélues soit aux législatives soit aux régionales), les rocardiens auront la part qui leur revient aux régionales et Stirn voit son parachutage dans la Manche confirmé par le congrès, malgré l'avis unanime (hostile) des militants socialistes de ce département. Tout un symbole, comme la véritable ovation qui a salué l'arrivée du nageur de combat en chef : Charles Hernu...

François Duval



A PROPOS D'UN APPEL

Battre la droite seulement ?

Un appel, intitulé « 1986, quitte ou double, battre la droite deux fois c'est mieux qu'une », bien résumé par le nom de la boîte postale, « battre la droite », vient de paraître dans « le Monde ». Contresigné par cinq cents militants syndicalistes (CGT, CFDT, FEN, FO) et par des militants d'associations, sa vocation dépasse le strict cadre syndical. Sa lecture attentive laisse paraître de très grosses lacunes.

Les rédacteurs de l'appel invoquent quelques bonnes raisons de battre la droite. Son retour au pouvoir ne sera pas indifférent pour les travailleurs, et à l'inverse, son échec électoral serait tout bénéfique pour eux. « Si la droite est battue, ce sera une claque retentissante pour les patrons, un nouvel encouragement pour se mobiliser dans l'unité... », explique l'appel. Très juste. Mais totalement insuffisant. « En signant massivement cet appel nous contribuerons à recréer l'es-

poir et à affirmer une force qui veut gagner », indique plus loin le texte. Manque au bas mot 50 % de l'argumentation. Car recréer l'espoir, c'est répondre à la question de sa disparition. Si cet espoir, celui qui animait la majorité des travailleurs du 10 mai, a disparu, c'est bien que la gauche a pratiqué au gouvernement une politique d'austérité qui suscite le rejet au nom duquel la droite fut battue en 1981. L'appel « quitte ou double » ne souffle mot de la

politique menée par un PS et un PCF qui disposaient après le 10 mai de moyens — l'Élysée, le gouvernement, le Parlement — qu'aucune gauche avant elle n'avait eus.

Tout juste les rédacteurs concèdent que « tout n'est pas rose », que « les patrons s'en mettent plein les poches ». Tout juste l'appel reconnaît-il « que le chômage, le niveau des salaires vont à l'inverse de nos exigences ». A peine lâchée cette concession, ils ajoutent que « ce n'est pas la droite qui remplira les engagements de la gauche ». Comme si la gauche n'avait pas fait une politique de droite...

Voilà qui empêche de signer un tel appel. A la grande différence de l'avant mai 1981, la gauche, PS et PC unis puis PS seul, a exercé le pouvoir. A son passif, le forfait hospitalier, la destruction de l'allocation pour licenciement économique, la désindexation des salaires et les

coups claires dans un emploi toujours plus précaire.

Comment « recréer l'espoir » en passant par dessus cette réalité, qui suscite le même rejet d'une austérité pratiquée cette fois par la gauche ?

« Battre la droite deux fois, c'est mieux qu'une », explique l'appel. Mais la gauche, en se couchant, a fait le lit de la droite. Esquiver cette question centrale revient au fond à une simplification à usage électoral. Tenir quitte la gauche pour sa politique d'austérité pour ne retenir que l'objectif de battre la droite, c'est inscrire ses efforts au compte de la gauche qui a doublé les travailleurs en leur infligeant l'austérité.

Dès lors, l'appel apparaît comme une simple initiative de rabatteurs de bulletins de vote pour la gauche et singulièrement pour le PS, en conséquence, la LCR ne signera pas un tel appel.

Jean Lantier



Souscription législatives 86

2,5 millions de francs

« Il existe une araignée qui pond ses œufs dans le corps de la proie insensibilisée ; c'est la situation actuelle de notre pays : non seulement nous sommes l'objet d'une véritable invasion, mais nous l'encourageons... Une vague déferlante et conquérante, dont on peut mesurer matériellement la progression. Un jour, c'est un commerce qui tombe ; un autre jour, c'est un immeuble. Nous assistons à une véritable marabunta. La marabunta, c'est la marche des colonnes de fourmis géantes dans la forêt vierge qui balaient tout ce qu'elles trouvent », *dixit* Le Pen et ses copains, rassemblés le 21 septembre à Paris pour une journée « d'étude » sur le thème de l'immigration.

Après ça, il paraît qu'il faut pas dire qu'ils sont un peu racistes sur les bords ! Et il va nous dégueuler ça pendant des mois à la télé et sur les murs en bleu-blanc-rouge ! Et avec des moyens en plus, car une fraction appréciable du capital aide Le Pen. Des milliers de petits patrons aigris par la crise, des intellectuels bourgeois qui se « radicalisent », sans parler des grands industriels et des fédérations du CNPF qui vont arroser le Front national.

Il faudrait laisser faire ça ? Baisser les bras ? Battus d'avance ? Certes, on sait déjà qu'avec cette proportionnelle qui n'en est pas une, Le Pen et un carré de ses copains risquent de faire leur entrée à l'Assemblée. Faute de moyens, les révolutionnaires, eux, peuvent rester à la porte. Mais cette bataille antiraciste, antifasciste, nous la mènerons contre vents et marées. En dénonçant non seulement l'offensive de la droite et de l'extrême droite, mais aussi la politique du gouvernement sur l'immigration. Pour cette campagne, dès aujourd'hui, il faut engranger. Se faire un bas de laine de 2,5 millions. Tous les antiracistes et antifascistes doivent y participer. A commencer par toi...
Verse vite à la souscription !

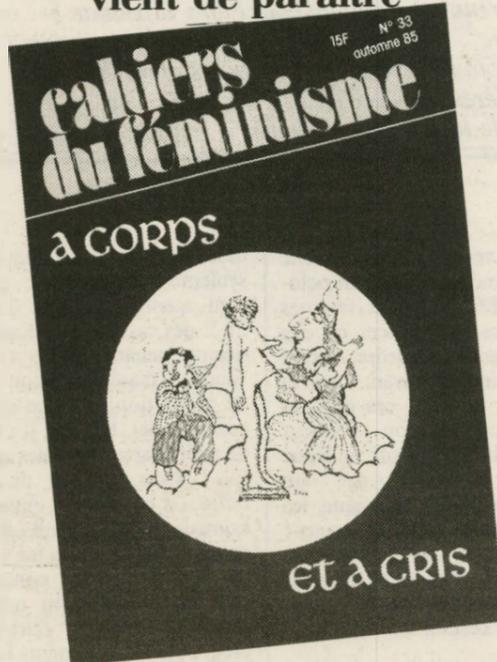
Le Mans	
Un syndicaliste.....	10
Marcel	270
Nantes	
INSEE.....	100
SNCF.....	186
PTT	50
EDF.....	100
Fédération 75	
Assurances.....	200
Est.....	170
BNP.....	220
Impôts.....	250
Société générale.....	100
Compagnie bancaire.....	300
Assurances (David, Marie-France Gaëtan, Patrick, Denis).....	250
Impôts.....	200
EDF.....	260
Equipement DRE.....	150
BNP.....	40
Compagnie bancaire.....	40
Assurances.....	1 020
BNP.....	20
Instituteurs.....	150
Chèques postaux.....	450
SNCF, Gare du Nord.....	100
Journalistes.....	56
Sud-Est.....	330
Société générale.....	200
Compagnie bancaire.....	150
Impôts est.....	450
Impôts sud-est.....	100
EGF.....	200
HLM.....	100

BNP.....	315
Journalistes.....	400
PTT Centre 10 ^e et 17 ^e	150
Bayonne.....	250
Quimper	
Dass.....	100
Hôpital.....	50
Métallurgie.....	300
PTT.....	300
Education nationale.....	200
Caen	
Max (CGT), cheminot.....	130
Jocelyne (EE), Ecole normale.....	50
Pierre.....	100
Claire CFDT CHU.....	70
Marcel, CGT cheminot.....	70
Marie-Annick et Jean-Marie (DDA et EN).....	100
Michel, CGT.....	50
Catherine, CFDT.....	50
Alain, EE.....	100
Vitry	
Raymond, Rhône Poulenc.....	100
Christiane, Rhône Poulenc.....	150
Raoul, Rhône Poulenc.....	100
Bernard, LEP Vitry.....	200
Reçu au journal	
Véronique, Sarcelles.....	300
B.L., Pau.....	100
« M' en bati sieu Nissart » MSR.....	100
B.P., Auxerres.....	100
G.G., Sartrouville.....	150
Total de la semaine.....	10 107,00
Total précédent.....	126 790,50
Nouveau total.....	136 897,50

vient de paraître



vient de paraître



n'oubliez pas



Le regroupement « Luites, alternative, rassemblement, convergence » de l'Isère, qui réunit de nombreux militants syndicaux, associatifs et politiques qui ne se reconnaissent pas dans la gauche traditionnelle, appelle à un forum le samedi 19 octobre, de 14 h à 19 h, à la Maison de la promotion sociale de Grenoble. Cette réunion portera sur les problèmes des luttes face aux restructurations industrielles.

ECOLE

A qui profitent les nouveaux conseils ?

Réunis trois fois dans l'année au plus, cantonnés dans des travaux plutôt formels, les conseils ont peu mobilisé l'attention : ni des enseignants convaincus que les décisions se prennent à d'autres niveaux ; ni des parents dont les représentants étaient élus par moins de quatre familles sur dix. Quant aux élèves admis dans les conseils, ils sont trop peu sollicités d'ordinaire, pour ne pas être facilement impressionnables par le protocole.

A compter du 1^{er} janvier 1986, l'Éducation nationale se met à l'heure de la décentralisation. Le ministère conservera la responsabilité des programmes et diplômes, et continuera d'assurer les salaires des personnels et les crédits pédagogiques. Tout le reste est en cours de transfert aux collectivités territoriales de tutelle (la région pour les lycées, le département pour les collèges, la commune pour les écoles). Elles sont donc appelées à décider de l'implantation des différentes filières de formation et à assurer la construction et l'entretien des locaux.

Dans ce nouveau cadre institutionnel, les lycées et collèges deviennent des « établissements publics locaux » disposant d'une autonomie élargie : d'une part, ils ont plus de marge pour répartir les moyens qui leur sont alloués ; d'autre part, ils sont invités à s'ouvrir sur les intérêts locaux. Les établissements devraient ainsi développer un profil particulier et seraient mis en concurrence.

Quels gagnants ?

De là, pas d'ailleurs, et surtout pas de quelconques considérations pédagogiques, sont issus les nouveaux conseils. Ils sont les structures de participation de mise en œuvre de la décentralisation. Il est très abusif de les présenter sous l'angle d'une plus grande ouverture de l'école aux parents. Sans doute, les conseils se situent-ils dans une certaine tradition de la gauche, celle de la « gestion tripartite » des services publics (personnels, usagers, administration) conçue dans une perspective de « démocratisation » de l'État. Or, si les parents comptent bien parmi les usagers, il n'est pas certain qu'ils soient les principaux « gagnants » des nouveaux conseils : leur représentation au conseil d'un collège de plus de 600 élèves, par exemple, ne passera guère que de 21 à 23 % des sièges.

Ce sont bien surtout les élus locaux et les représentants des employeurs qui voient consacrer leur rôle d'usager. C'est leur entrée qui se fera remarquer, notamment dans les collèges et lycées. La gestion tripartite se retourne donc comme une

crêpe : d'intention démocratique, elle devient le biais d'introduction de notables et de patrons dans le service public.

Et les parents ? Voilà donc reposée la question des relations entre enseignants et parents. Sur la nécessité de celles-ci, pas d'hésitation. Les parents ont leur place dans l'école, et pas seulement pour surveiller l'exécution des « devoirs à la maison ».

La régularité des échanges peut aider les uns et les autres à bien réagir devant certains comportements de l'enfant : c'est là une règle d'évidence, qui n'a pas besoin d'être rappelée dans les bourgs, voire les quartiers, où le maître vit au cœur de la population. Mais ce cas se fait rare en milieu urbain.

La pratique s'est étendue, pas encore assez, de rassembler les parents de la classe un samedi matin, en début de trimestre par exemple. Une semblable assemblée préfigure un véritable conseil, c'est-à-dire une structure où les parents participeraient sans intermédiaire, rencontrant tous les autres parents, et seraient incités à intégrer les cas individuels dans la vie d'un groupe.

Cinq questions clés

Mais, dans combien de classes trouve-t-on pareilles initiatives ? Ailleurs, peut-on opposer une hypothétique assemblée à un mauvais conseil qui a le mérite d'exister ? La question est de bon sens, mais piégée. S'il faut reconnaître que certaines réunions de conseils ont semblé utiles aux uns et aux autres, ce constat n'est ni généralisable à l'expérience passée, ni ne préjuge de la tournure des conseils demain. Il faut donc que face à ces structures nouvelles, parents et enseignants trouvent une démarche commune autour de quelques points clés :

1. La logique de l'autonomie concurrentielle des établissements est inégalitaire. L'uniformité nationale des programmes et des obligations scolaires ne doivent certes pas étouffer les initiatives : mais elles sont, dans une société divisée socialement, une garantie d'égalité et de qualité supérieure à tout système concurrentiel.
2. Les enseignants ne sont



pas des commerçants, et les parents ne sont pas des clients (dans le service public). Toute relation bâtie sur le modèle d'un rapport de forces entre une « corporation » et un « lobby » fait le jeu des promoteurs de la « privatisation » du service public et de la débrouille familiale, au détriment de l'action collective sur les structures.

3. Il importe donc qu'enseignants et parents refusent de s'engager dans la spirale « pression » parentale/ « crispation » enseignante. C'est là

un des dangers des nouveaux conseils où les uns et les autres sont constitués en délégations dont l'équilibre est censé neutraliser des intérêts jugés a priori différents.

4. C'est pourquoi les uns et les autres doivent s'organiser en dehors des conseils institutionnalisés. Les illusions comme les dangers nés de ces conseils seraient infiniment mieux maîtrisés si le SNI pour les instituteurs et la FCPE pour les parents étaient plus actifs à la base. Rien ne remplace un comité

de parents ou une sous-section syndicale.

5. L'alliance des enseignants et des parents (par-delà d'inévitables et parfois positifs conflits ponctuels) est irréalisable si les uns voient l'ouverture aux autres comme une incursion dans leur domaine réservé. La trop faible place faite aux parents aujourd'hui ne doit pas les conduire à nier les limites de l'ouverture de l'école. Ce n'est pas forcément la facilité qui pousse un maître à fermer les portes de la classe. Cela

peut ressortir, de son point de vue, des exigences d'une certaine pédagogie. Celle-ci est-elle critiquable ? Oui. Mais la question se pose de savoir si, à défaut d'une formation professionnelle relevant de l'institution, il conviendrait de remplacer la liberté pédagogique du maître par une pédagogie imposée. Pour quelle efficacité ? Et au risque que les pressions pédagogiques s'exercent dans tous les sens, y compris réactionnaire.

Nicolas Jeanson

HARCELEMENT SEXUEL

Le mur du silence

« C'est OK, vous venez me voir. Si vous passez sous mon bureau, je vous prends », répondit au téléphone l'interlocuteur de Virginie K., qui lui demandait un emploi. Elle ne rêvait pas : pour être standardiste, ça se passait d'abord, d'après ce patron moderne, « sous son bureau »¹. Le harcèlement sexuel sur le lieu de travail a été le thème du colloque organisé le 3 octobre par la Ligue du droit des femmes, et le thème de la réunion-débat du club Flora Tristan le 5 octobre². L'actualité de ce phénomène se renforce, non comme simple produit de ces manifestations, premières du genre en France, mais parce que « le vent de la misogynie souffle à nouveau très fort »³.

D'après un sondage publié par le mensuel *Biba* en octobre 1985, 36 % des femmes ont subi des avances ou des sollicitations d'ordre sexuel sur le lieu de travail. Dans la plupart des cas, ces avances sont faites par un supérieur hiérarchique ou un collègue (plus rarement par un client) : devant la drague, les hommes se sentent égaux ! En général, ces sollicitations sont plus fréquentes dans les grandes entreprises qui assurent un certain anonymat.

Dans près de la moitié des

cas, les avances ne sont pas seulement verbales : elles sont aussi physiques. Dans 26 % des cas, elles sont assorties de menaces (refus d'embauche, d'augmentation ou de promotion, menace de licenciement). Parfois, il s'agit de promesses... verbales cette fois ! Trois fois sur dix, le refus « d'y passer » entraîne brimade, licenciement, mise en quarantaine. Mais les militantes syndicalistes connaissent la difficulté ou même l'impossibilité de faire la preuve de licenciements consécutifs à un refus de rendre

des « services sexuels ». D'après un sondage effectué par les Verts allemands⁴, 7 % des femmes interrogées sont prêtes à démissionner de leur travail pour échapper à une telle situation.

Dans la loi française, le harcèlement sexuel n'existe pas : pourtant, depuis la grève des Faïenceries de Limoges en mars 1905, des femmes luttent contre « le droit de cuissage » des patrons ou des contremaîtres. La loi canadienne sur les droits de l'homme définit le harcèlement sexuel comme « un comportement sexuel inopportun, pouvant être verbal ou physique, direct ou indirect, exceptionnel ou récurrent. Il peut s'agir d'activités sexuelles obtenues sous la contrainte, de contacts physiques non désirés, d'avances répétées, d'insultes ou de railleries dénigrant la femme. Il peut prendre la forme de violence physique, de gestes inconvenants, de menaces, de regards déplacés, de graffitis, de plaisanteries ou d'attitudes paternalistes, autant de comportements de nature à détruire le respect de soi. C'est presque toujours l'affirmation du pouvoir de l'homme sur la femme,

considérée comme objet sexuel vulnérable »⁵.

Aujourd'hui, les femmes sont plus nombreuses dans le monde du travail (un monde où elles ne sont ni mères, ni filles, ni épouses). Les conditions qui leur sont faites, avec le développement de la crise économique, sont particulièrement difficiles (chômage, salaire et situation inférieurs à ceux des hommes) : elles sont donc plus dépendantes de leurs supérieurs. Or, si une femme réagit contre le harcèlement de son chef, cela peut lui coûter sa place ; si elle ne réagit pas, elle est considérée comme du gibier : « Quoique tu fasses, tu es dans l'erreur... » Le harcèlement sexuel est une violence faite principalement contre les femmes, que tout le monde tait. Ce mur du silence doit être brisé.

Natacha Brink

1. *Biba*, octobre 1985, p. 92
2. Ligue du droit des femmes. 54, avenue de Choisy, 75 013 Paris. Club d'études et de recherches Flora Tristan, 26, bd Richard Lenoir, 75 011 Paris.
3. Anne Zelensky, vice-présidente de la LDF, le 3 octobre.
4. Ingrid Strobl. RFA. Intervention au colloque.
5. Z. Boukourt. La lutte contre le harcèlement sexuel au Canada.

Après les propositions de Gorbatchev

Alors que de grandes mobilisations pacifistes se préparent activement dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest, notamment à Bruxelles le 20 octobre, à La Haye le 26 et à Genève le 16 novembre, alors que l'ONU doit proclamer prochainement en grande pompe « l'année internationale de la paix », les récentes propositions du premier secrétaire du Parti communiste soviétique créent une situation nouvelle. Elles déstabilisent l'assurance des gouvernements occidentaux.

A Washington, le gouvernement américain est divisé. La décision de Reagan de convoquer à la va-vite un sommet occidental a fait long feu. A Paris, Mitterrand, l'un des plus fidèles soutiens, avec Thatcher, de la politique de surarmement de l'OTAN, n'ira pas à Washington dans les conditions prévues par la Maison Blanche et s'empêtrera désormais dans des contradictions inextricables.

La nouveauté des propositions soviétiques consiste dans l'approche d'ensemble cohérente qu'elle révèle et dans le caractère assez radical des objectifs de réduction affichés. C'est à ce titre une condamnation sans appel de la politique jusqu'alors suivie par la bureaucratie.

Gorbatchev, à l'unisson des positions de la direction chinoise, propose une réduction de 50 % des arsenaux nucléaires des Etats-Unis et de l'URSS. Il fait une offre de négociation directe à Londres et Paris (vos forces nucléaires réputées indépendantes contre les missiles de portée intermédiaire de l'URSS).

Il se prononce, sans en faire un préalable, pour « une limitation des systèmes défensifs », prenant par-là même date contre la mise en œuvre des programmes relatifs à la militarisation de l'espace. Il trace la perspective de l'instauration d'une zone exempte d'armement chimique en Europe centrale. Il annonce enfin une réduction unilatérale, en cours d'exécution, des SS 20 visant l'Europe occidentale que confirme d'ailleurs Washington. Un joli paquet-cadeau pour les chancelleries occidentales qui sont pour l'instant désarçonnées par une offensive diplomatique aussi désarmante.

Pour significatif que soit ce cours nouveau de la bureaucratie, il n'en reste pas moins une offensive d'ordre strictement diplomatique, avant tout destinée aux rapports d'Etat à Etat.

La bureaucratie est capable de tels changements de cap, dès lors que les circonstances, en l'occurrence l'état de l'économie soviétique, le lui impose. Mais ce dont la bureaucratie est totalement incapable, c'est de stimuler par sa politique un authentique mouvement de masse pour la paix qui s'attaque à la cause réelle de la militarisation impérialiste, la survivance des régimes capitalistes.

Gorbatchev peut ainsi très bien se présenter sous les dehors d'un chef d'Etat avenant, il ne soudera jamais autour de lui l'espérance et les combats émancipateurs des travailleurs et de la jeunesse. Son but n'est pas l'extension de la révolution socialiste mais la « coexistence pacifique » avec les Etats impérialistes. Ses moyens ne sont pas la mobilisation des masses, mais l'échange de bons procédés diplomatiques avec les dirigeants impérialistes et rien de plus. S'il en fallait une preuve indiscutable, le sort peu enviable des pacifistes indépendants de la bureaucratie en URSS et dans les autres pays de l'Est seront là pour en témoigner.

Jean-Louis Michel.



Des coups de boutoir qui, à travers l'OLP, visent à anéantir toute expression du mouvement national palestinien.

MOYEN - ORIENT

La terreur américaine

Raid israélien puis raid américain. Au mépris des lois internationales, les deux alliés multiplient les coups de boutoir contre les Palestiniens et les peuples qui les soutiennent.

La course poursuite est engagée. D'Israël ou des Etats-Unis, qui donc bafouera le plus les souverainetés nationales, qui violera le plus impunément l'espace aérien international ? Voilà quinze jours, Tel-Aviv envoyait ses chasseurs bombardiers dans le ciel de Tunis pour bombarder le QG de l'OLP. C'est à peine si cette agression suscitait un murmure de réprobation dans la communauté internationale. La condamnation du Conseil faisait piètre figure au regard de la satisfaction bruyamment affichée par Reagan au soir même du raid.

Cette fois, c'est au tour des Etats-Unis de faire fi de la légalité. Un escadron de F 14 intercepte le boeing civil égyptien qui transportait entre autres les quatre pirates de l'*Achille-Lauro*, le paquebot italien détourné la semaine précédente. Le détournement d'un avion civil est un acte de piraterie, c'est un Etat qui l'assume et personne ne réagit ! Aucun gouvernement occidental ne s'indigne de ce terrorisme d'Etat. Pire, certaines voix s'élèvent pour le justifier : si les chasseurs n'avaient pas détourné le boeing égyptien, si l'US Air-Force n'avait pas remis

les pirates aux carabinieri italiens, ces derniers risquaient d'échapper à la justice occidentale.

La loi du plus fort

En l'espace de deux semaines et par deux fois, les règles dont l'Occident se félicite ont été bafouées et cette vérité trop souvent oubliée est réapparue dans toute sa brutalité : une seule loi régit la planète, celle du plus fort.

Voilà donc les Etats-Unis salués pour leur courage et leur efficacité : le détournement a été conduit sans un coup de feu, sans effusion de sang. On oublierait presque de mentionner que c'est la première fois que les Américains s'attaquent directement aux Palestiniens. C'est la première fois également que Ronald Reagan qui, depuis son premier mandat, ne cesse d'appeler à une union sacrée de l'Occident contre le terrorisme international, prend une initiative.

L'Etat hébreu ne s'y est pas trompé d'ailleurs. Réagissant au quart de tour, le Premier ministre travailliste a adressé un télégramme à Georges Schulz où il déclara :

« Nous nous sentons rassurés en constatant que nous sommes ensemble dans la guerre contre la terreur. »

Et de fait, depuis peu, Tel-Aviv et Washington semblent avoir pris un tournant ; une accélération sans précédent de la politique d'anéantissement de l'OLP. L'Etat hébreu ne se contente plus d'afficher son intransigeance. Il poursuit les « terroristes » jusque dans ce qu'il croit être leur sanctuaire, à savoir l'organisation palestinienne.

Dès lors, qu'on ne s'étonne pas si parmi les armes employées contre les Palestiniens, les bombes arrivent au même plan que la désinformation. Une fois de plus, dans l'affaire de l'*Achille-Lauro*, tout a été fait pour discréditer le mouvement national palestinien et tout particulièrement l'OLP. Les raccourcis les plus elliptiques ont été employés et diffusés à grand tirage.

Le raisonnement simpliste qui a, hélas, choqué peu de monde, tient en peu de mots : les pirates se réclamaient du Front de libération de la Palestine. Or, ce front est dirigé par Abdul Abbas, c'est donc Abbas qui l'a commandité, et derrière lui la direction de l'OLP puisqu'Abbas en fait partie. Le département d'Etat a déclaré avoir les preuves de cette implication. Des preuves qui, bien évidemment, n'ont pas été exhibées. Parallèlement, la disparition de l'Américain handicapé était présentée en illustration de la barbarie sans nom des Palestiniens alors que la centaine de Tunisiens et cadres de

l'OLP déshabillés une semaine plus tôt par les bombes israéliennes passait aux pertes et profits d'une sordide comptabilité.

Mais plus encore que sa brutalité, c'est la gratuité du geste de Reagan qui étonne. Croit-il vraiment avoir porté un coup sévère au terrorisme ? Apparemment oui, si on en croit la réaction américaine qui n'a décidément pas le triomphe modeste.

Les responsabilités

Mais cette logique implacable de la terreur américaine risque fort d'avoir des effets contraires au but recherché. En voulant discréditer l'OLP pour briser l'ensemble du mouvement national palestinien, l'impérialisme torpille les négociations en cours sous l'égide de la Jordanie. Or celles-ci reposaient précisément sur l'acceptation, par la direction de l'OLP, d'un cadre néo-colonial de résolution du problème palestinien. En bloquant ce processus, Washington pourrait bien saboter l'une de ses dernières chances de stabiliser l'ordre impérialiste dans la région, alimentant en retour le terrorisme désespéré de certaines fractions palestiniennes.

Quoiqu'il en soit, les derniers événements confirment, une fois de plus, que Tel-Aviv et Washington sont les principaux responsables des désastres humains qui ne cessent de marquer le Proche-Orient.

Flora Chénétier

BELGIQUE

Martens VI

C'est reparti pour un nouveau tour... de vis. Martens rempile pour la sixième fois et avec lui la coalition des dinosaures sociaux-chrétiens et des libéraux qui depuis quatre ans mènent au pouvoir une politique d'austérité et de rigueur.

Dimanche dernier, sept millions d'électeurs belges étaient appelés à renouveler leur Assemblée nationale, leur Sénat et leurs instances provinciales. Ces élections qui auraient normalement dû se tenir en décembre ont été convoquées par anticipation à la suite du drame du Heysel. En mai dernier, une bande de supporters anglais, de hooligans, avaient envahi un stade de foot, provoquant une quarantaine de morts. L'impuissance de la police à contenir ces débordements avait suscité une grave crise politique amenant le roi des Belges à décider d'une consultation anticipée.

Si la campagne a été parti-

culièrement morne, voire morose, les résultats eux provoquent la surprise, et l'enthousiasme du Premier ministre Wilfried Martens qui, au soir du scrutin, s'est exclamé : « Pour la première fois en Europe, l'austérité est approuvée. » Que ce soit en Flandres ou en Wallonie, la coalition sortante de centre droit est largement gagnante. A l'Assemblée nationale, elle se voit créditer de deux sièges supplémentaires et, avec 115 députés sur 212, elle bénéficie de la majorité absolue.

Face à cette victoire de la droite, la gauche subit une défaite relative. Ce qui ne l'empêche pas de la ressentir comme cuisante au regard



des objectifs qu'elle s'était fixés. Depuis un an, la centrale syndicale FGFB a en effet mis une sourdine à ses revendications pour axer son travail sur un soutien au Parti socialiste. Le but avoué était de l'aider à remonter dans le cœur des électeurs afin qu'il puisse être le pilier d'une nouvelle coalition gouvernementale en alliance avec les sociaux-chrétiens. Le résultat est là : le Parti socialiste tant flamand que wallon enregistre une légère progression (plus 2,2 % pour le premier, 1,1 % pour le second). Mais le gain de voix est insuffisant pour accéder au pouvoir.

Les socialistes ont sous-estimé l'impact du Parti social-chrétien qui n'est pas seulement un parti bourgeois mais peut aussi se targuer de l'appui de la première centrale syndicale du pays, la centrale chrétienne. Or, le PSC, dont Martens est l'un des leaders, a réussi une « jolie » manœuvre avant les élections en concluant avec ce syndicat une sorte de pacte

social, et en s'engageant à mélanger à son programme d'austérité un zeste de politique de relance, un zeste d'amélioration du pouvoir d'achat.

Du coup, les socialistes, qui se radicalisent plus sur le thème de la lutte antimissile que sur celui de la rigueur, n'ont pu grignoter des voix sur les sociaux-chrétiens.

Enfin, dernier enseignement du scrutin de dimanche : les petites formations sont laminées. Les partis communautaires et linguistiques subissent de plein fouet la tactique des partis traditionnels qui ont récupéré une partie de leur programme. Le Parti communiste perd le siège dont il disposait jusqu'alors à l'Assemblée nationale. Enfin, l'extrême gauche est victime du tapage mené conjointement par les socialistes et la FGFB autour du vote utile. Les résultats du 13 octobre n'éclaircissent guère l'horizon des travailleurs.

Flora Chénétier

Les résultats du POS

Le 13 octobre laisse un goût amer dans la bouche des militants du POS. La section belge de la IV^e Internationale a en effet, à l'occasion de ces élections, mené l'une de ses plus importantes campagnes. Le POS présentait 232 candidats et était présent partout en Belgique. Il récolte 17 000 voix, soit 0,2 % des suffrages exprimés. S'il gagne 2 000 voix par rapport aux législatives de 1981, il en perd environ 8 000 au regard des européennes de 1984. Le « vote utile » martelé par les sociaux-démocrates a bien entravé sa progression.

Les résultats locaux permettent cependant de nuancer le tableau. Dans les trois grands centres industriels de la Wallonie, Liège, Mons et Charleroi, le POS voit ses positions renforcées. Son audience syndicale est incontestable.

Plus de la moitié de ses

candidats étaient des syndiqués indépendants qui avaient choisi l'étiquette POS en raison du travail des camarades lors des dernières grandes grèves. En raison également de l'excellente campagne d'agitation menée par le parti sur le thème : « Créer 700 000 emplois, c'est possible si on satisfait les besoins sociaux. » Dans un pays où 14 % de la population active est au chômage, le message était bien choisi.

A Bruxelles, en revanche, le POS a été victime de son profil antiraciste. Il faut dire que dans la capitale, 4,4 % des voix se sont portées sur des listes d'extrême droite. C'est entre autres l'une des raisons pour lesquelles le POS ne baisse pas les bras et continue le combat contre les Le Pen locaux qui entendent bouter les immigrants hors de Belgique.

F. C.

Sociaux-chrétiens	29,3 %
Libéraux	21 %
Socialistes flamands	14,6 %
francophones ¹	13,8 %
Fédéralistes flamands	7,9 %
Ecologistes	6,2 %
Parti communiste	1,4 %
Parti des travailleurs (maoïste)	0,8 %
Parti ouvrier socialiste	0,2 %

1. Les deux partis ont des positions très divergentes en matière de politique économique.

YUGOSLAVIE

Contre le délit d'opinion

Le 7 août de cette année, la Cour suprême de la République socialiste de Serbie a pris la décision d'envoyer deux intellectuels de Belgrade, Miodrag Milic' et Milan Nikolic' en prison. Ils étaient accusés avec quatre autres Belgradois (P. Imchirovic', V. Mijanovic', D.Oljic' et G. Jovanovic') d'avoir formé une organisation contre-révolutionnaire risquant ainsi jusqu'à quinze ans de prison. Après une bataille légal, longue et soutenue, quatre des six accusés étaient libérés. M. Milic' par contre, était déclaré coupable de « propagande hostile » et Nikolic' « d'insultes à l'Etat », et étaient respectivement condamnés à dix-huit et huit mois de prison.

Le cas de Vojislav Chechelj, qui se déroulait parallèlement à l'affaire des six de Belgrade a montré la même évolution. V. Chechelj avait été d'abord condamné à huit ans, ensuite à quatre ans, et pour finir, à un peu moins de deux ans de prison, en raison du fait que le chef d'accusation initial (« activité contre-révolutionnaire contre l'ordre social ») s'était transformé en « propagande hostile », puis en « tentative d'actes hostiles ».

Durant les seize mois de leur détention préventive, plusieurs des accusés ont perdu leur emploi et ils ont été physiquement maltraités quand ils étaient en prison, au point que pour se protéger, ils ont dû recourir à des grèves de la faim.

Autour d'eux s'est développée une impressionnante mobilisation de l'opinion publique du pays et internationale, en général issue de la gauche.

Aujourd'hui, Milic' et Nikolic' poursuivent leur lutte : leur peine de prison devait commencer le 30 septembre ; ils ont informé la Cour suprême qu'ils s'approprieraient à entamer une grève de la faim, rejoignant par Imchirovic', Oljic', Jovanovic' et d'autres.

Ces procès ont réussi à démenter à l'opinion publique le caractère répressif de cette loi. Le simple trait d'égalité entre activité politique et activité criminelle, inscrit dans la loi yougoslave depuis 1945, doit disparaître : un débat sur ce sujet précis est programmé à la session d'automne de l'Assemblée fédérale.

A la veille du 30 septembre, on apprend que la mise en application de la peine est reportée à décembre pour M. Nikolic', et sans précision de date pour M. Milic'. Actuellement les six de Belgrade sont en liberté, mais la situation reste incertaine. Il faut que la pression internationale se maintienne pour qu'ils soient libérés.

PORTUGAL

Succès du meeting de soutien à Otelo

Près de deux cents personnes ont participé au meeting du 11 octobre en faveur de la libération d'Otelo. Un succès pour le comité Justice pour Otelo dont c'était la première initiative de ce type. D'autant que la presse française maintient un blocus presque total sur les informations concernant le procès de celui qui fut le principal artisan de la « révolution des œillets ».

A la tribune, Claude Bourdet, Michel Raptis, Christiane Gillmann, Alberto Santos ont restitué cet événement dans le contexte du Portugal d'aujourd'hui.

d'hui. Ils ont dénoncé une manœuvre qui à travers la personnalité d'Otelo de Carvalho vise l'héritage de la révolution d'avril 1974.

Enfin, Antoine Comte a décortiqué les mécanismes juridiques et démontré que les chefs d'inculpation reposent sur un dossier vide de preuves quant à l'implication d'Otelo dans la formation de l'organisation terroriste des FP 25.

A Lisbonne, le procès d'Otelo et des FP 25 a enfin commencé le 7 octobre. Les irrégularités ne manquent pas. Exemple : en violation du code de procédure pénale portugais, le juge qui préside le tribunal est le même que celui qui a établi le chef d'accusation. De même, la défense dénonce l'installation de micros cachés dans le box des accusés et compare ce procès à ceux orchestrés sous le salazarisme. Une comparaison que le juge a considérée comme une insulte au point d'annoncer son intention de porter plainte !

AFRIQUE DU SUD

Plus que jamais des sanctions

Pour la première fois en treize mois d'émeutes, un soldat blanc a été tué par des manifestants noirs. Cela s'est passé près de la ville de Port-Elizabeth, au cours de la poursuite d'émeutes par les forces de l'ordre. Le soldat, qui était à pied, a été poignardé. Si ce fait est nouveau, il ne peut faire oublier que sur les sept cent cinquante personnes tuées depuis que l'agitation a gagné les cités noires, cinq seulement sont blanches.

La mort du caporal sud-africain relance l'inquiétude au sein de la population blanche. Les ultras se voient revenir à l'époque de la guerre des Boers, leurs ancêtres. Du côté des libéraux, par contre, le Parti fédéral progressiste a publié un communiqué commun avec l'African National Congress, à l'issue d'une rencontre en Zambie avec l'organisation interdite.

Sur le front des sanctions, le syndicat des transports suédois annonçait lundi le boycott total du transport aérien, maritime et terrestre entre les deux pays. La question des sanctions sera au centre du colloque organisé par le Mouvement anti-apartheid les 19 et 20 octobre à partir de 15 heures au palais de l'UNESCO, place Fontenoy à Paris. Cette manifestation regroupera syndicalistes, économistes et diverses personnalités autour des moyens de mise en œuvre des sanctions contre l'apartheid.

MAA : 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.
☎ (1) 47 70 29 09.

Pologne
A paraître fin octobre,
au prix de 75 francs,
un livre de Z. M. Kowalewski

Rendez-nous
nos usines

Solidarnosc dans le combat
pour l'autogestion ouvrière

Au-delà du témoignage passionnant d'un acteur des événements (l'auteur a été l'un des dirigeants de Solidarnosc pour la région de Lodz), ce livre est une réflexion en profondeur sur les problèmes auxquels le syndicat polonais s'est trouvé confronté : la lutte pour le contrôle social, pour l'autogestion ouvrière, pour une réforme démocratique radicale de l'économie et de l'Etat, une élaboration pour une stratégie de transition.

Vous pouvez commander dès maintenant,
sans frais de port,
à PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil.
Chèque à l'ordre de PEC.

Vient de paraître

INPRECOR



ARGENTINE : Le gouvernement Alfonsín, des prisonniers déclarés au jour l'accusés.

Ran

Comme pour le *Château de l'araignée*, tiré du *Macbeth* de Shakespeare, Kurosawa a donc tiré du *Roi Lear* la matière d'un film qui témoigne (à soixante-quinze ans !) de la fantastique maîtrise du plus grand cinéaste oriental vivant.

Lorsque l'on sait que Kurosawa ne vient à la couleur

qu'en 1970 pour *Dodeska Den*, force est de constater avec quel talent il fait de la couleur à la fois un élément narratif et dramatique de *Ran*. Cette lutte pour le pouvoir, la palette va la doubler (à chaque fils correspond la couleur de ses emblèmes : le rouge pour Jiro, le bleu pour Saburo, le jaune pour

Taro ; au vieil Hidetora la blancheur et l'or, sans oublier le noir des armures et de la terre cendrée du Mont Fuji, ou le vert omniprésent...)

Une lutte implacable pour le pouvoir qui se clôt sur une certitude : « *Les être humains se trompent toujours de chemin.* » Un chef de clan qui perd la raison, des fils qui se

déchirent, des armées d'insectes carapaçonnés qui se heurtent et s'annihilent dans un monde sans dieu ni bouddha, la leçon dépasse, et de loin, la portée du *Roi Lear*... *Ran*, c'est le chaos !

Michel Laszlo

Dans le n° 296 de *Positif* (octobre), un excellent dossier Akira Kurosawa !

Recherche Susan désespérément

C'est au pluriel qu'il faudrait écrire Susan car le quiproquo n'y est pas un jeu de mots mais un jeu de personnes tournant autour de la vieille règle : « ce n'est pas moi, c'est l'autre » ou vice-versa. L'ennui, la curiosité, un choc sur la tête et une amnésie foudroyante transforment une petite bourgeoise mal mariée en punk endiablée. Elle passe de bons et de mauvais

moments tandis que l'autre, la vraie punk, celle dont on a pris la place, passe des moments mauvais et bons. Il y a des tueurs, des va-et-vient, des mic-mac, des embrouilles diverses dont poursuites, enlèvements, tentatives de meurtres. Bref, ça réconcilie avec les Etats-Unis ce qui, au jour d'aujourd'hui, n'est pas banal.

Piotr

Le neveu de Beethoven

Dans *Amadeus*, Forman emportait dans un torrent de cris et de mouvements (et de musique) la destinée de Mozart, imposant l'idée d'une complicité entre musicien et cinéaste, film et musique. Ce n'est pas de cette manière que Morrissey va au devant de Beethoven. Distance, réserve, austérité même pour filmer un vieillard égoïste, tyrannique, injuste, recroquevillé dans sa surdité et ses comptes d'avare. Son neveu, objet d'une affection délirante ; sa belle-sœur, d'une haine tenace. Un sale bonhomme !

On peut épiloguer à l'infini

Piotr

Alamo Bay

Depuis qu'il a épousé une Américaine, Louis Malle a réalisé quatre films là-bas ; quatre films intéressants, personnels, témoignant chacun à sa manière du talent de celui qui fut, à mon sens, le plus doué des cinéastes français de la charnière des années cinquante-soixante.

Toujours captivé par le document brut, Malle s'est plongé pour la première fois

de sa carrière de cinéaste de fiction dans la reconstitution minutieuse d'un environnement social plus crédible presque que la réalité du fait divers qui l'a inspiré. Et c'est justement ce regard quasi documentaire porté sur la pêche à la crevette dans le Golfe du Texas, sur l'immigration vietnamienne aux USA et sur le racisme épidermique des petits Blancs et

« red necks » sudistes, qui fait la force du film et son impact. Le cinéaste doué qui adaptait avec maestria Que-neau, Drieu la Rochelle ou Georges Darien, fut aussi le co-réalisateur du *Monde du silence* et le réalisateur de *Calcutta*... La réussite de

l'osmose entre son œil documentaire et la rigueur d'un récit bien taillé n'est-elle pas la preuve que Malle a enfin trouvé la recette des grands films hollywoodiens qu'il admirait tant ?

Michel Laszlo

Images de flics

Deux films, un même genre : le policier. *Parole de flic*, de J.-Pinheiro, mais film de Delon, et *Police* de Maurice Pialat, film d'auteur à gros budget, dominé par Gérard Depardieu, qui devance au box-office les films de Delon de deux longueurs.

« *Mangin, le flic joué par Depardieu, c'est moi* », répète Pialat. Il échapperait selon lui au jeu social et serait nourri des humeurs impulsives et misogynes dudit Pialat. Depardieu interroge un « suspect » tunisien et le conduit à collaborer avec la police : le public rit quand le flic le prend au piège de son propre bavardage. En face des flics, groupe un peu mou, sans loi sans compte ni justice à rendre : les délinquants, une tribu soudée, tous Tunisiens (les rôles sont tenus par des inconnus), défendus par un avocat véreux (R. Anconina). Chercher la femme : Sophie Marceau, basculant au fil de mensonges du clan des « suspects » à celui des flics. Vénale, traîtresse, sans définition sociale, elle passe du lit d'un « suspect » à celui de l'avocat pour finir dans celui du flic. Le film est porté par

l'air du temps avec ses flics humains, trop humains, et ça marche.

Alain Delon, donc, *Parole de flic*, comme qui dirait serment d'ivrogne. Le flic qui promet de tout mettre en œuvre pour retrouver les coupables (la fille de Prat-Delon a été tuée) est à la tête d'une bande armée qui nettoie pour lui la banlieue lyonnaise de ses loubards, trafiquants et homosexuels.

Vieil ami de Delon, lui, ex-flic, il trahit leur amitié d'hommes, mais non l'honneur de la police, irrémédiablement perdu, quand Prat-Delon l'avait quittée. Prat retourne, après avoir descendu un à un les tueurs de la bande, dans son Afrique Club Med' et de bande dessinée. On apprend quand même que toute l'île lui appartient. Vengeur solitaire au pays des « petits cons », notre grand homme repart en Afrique avec le seul flic intègre, une femme, privant la police de son seul élément régénérateur, et laissant le public fasciné par l'image de Delon vu par les yeux de la flic : « Il est beau ce mec. »

Noémie Mas

Citizen Welles

Quand un géant du cinéma meurt, le seul regret que l'on peut avoir, c'est de se dire que l'on ne verra plus de films nouveaux de lui... Car ses autres films nous restent. Pour Orson Welles, le regret n'est pas de mise. Oublié, relégué dans un placard par des producteurs trop souvent effrayés par ses idées de demiurge, Welles n'était plus qu'un vieillard impotent et malade que l'on aidait à se déplacer, et qui, pourtant, à chaque rencontre avec le public, envoûtait littéralement ses auditoires. Etrange magnétisme de celui qui fut certainement le plus génial metteur en scène de toute l'histoire du cinéma, et qui mourut seul à Hollywood dans une quasi-pauvreté, sans avoir pu trouver les moyens nécessaires à la réalisation d'un projet qu'il tenait au cœur depuis plus de trente ans : une adaptation du *Roi Lear* de William Shakespeare.

Curieuse pirouette, puisque Welles meurt la semaine où sort sur les écrans français *Ran*, qui vit le jour grâce à Serge Silbermann, le producteur de Bunuel, qui avança à Akira Kurosawa, cet autre géant, les onze millions de dollars nécessaires à la réalisation d'un vieux rêve... inspiré du *Roi Lear*, justement.

Michel Laszlo

SOUSCRIPTION JUSQU'AU 19 NOVEMBRE 1985

Au prix de 70 francs
au lieu de 98 francs

« *Et notre drapeau est rouge* »
(Du Spartakusbund à la IV^e Internationale)

La révolution allemande, la montée et le triomphe du nazisme, la lutte contre le fascisme, l'après-guerre et la division de l'Allemagne : les mémoires d'Oskar Hippe, soixante ans d'histoire du mouvement ouvrier allemand.

Rejoignant le Spartakusbund en 1916, il participe au développement des conseils ouvriers au début des années vingt et traverse la tragédie de la révolution allemande : la trahison de la social-démocratie, la stalinisation du KPD et les débats en son sein, la lutte de l'opposition bolchevique léniniste qui entraîne son exclusion du KPD.

Pourchassé par la réaction, emprisonné par les nazis puis, après la guerre, enfermé dans les geôles de RDA, libéré en 1955, Hippe poursuit son activité militante « à la gauche du SPD ».

Ce livre est à la fois une analyse des événements politiques qui ont marqué en profondeur la classe ouvrière allemande et le témoignage d'un militant dont la vie entière se confond avec la lutte pour le socialisme.

Je souscris pour exemplaire(s) à 70 francs =
Frais de port..... x 9,50 francs par exemplaire =
Total à payer
Je retire ma souscription à la librairie La Brèche (9, rue de Tunis Paris 12^e, m^e Nation)
Je souhaite recevoir ma souscription à l'adresse ci-dessous et je règle donc les frais de port.
Nom
Prénom
Adresse
Chèque à l'ordre de PEC à renvoyer à PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, accompagné du bon ci-dessus lisiblement rempli.



☆ **Dimanche** 20 h 35 (TF 1), *le Grand Pardon*, d'Arcady avec R. Hanin. Poh, poh, dis... V'là t'y pas que le Bof est devenu l'Al

Capone de l'anisette ! Purée de nous z'autres !
22 h 30 (FR 3) *Kismet* de W. Dieterle avec R. Colman et M. Dietrich. Intrigue fan-

tastique, images de rêve, et Marlène en perle orientale ; la magie du cinéma de l'âge d'or hollywoodien !

☆ **Lundi** 15 h 20 (TF 1) *Casablanca* de M. Curtiz avec H. Bogart et I. Bergman « Play it again Sam ! » On ne se lassera pas encore cette fois de revoir ce classique des studios américains.

16 h (FR 3) *Bus Stop*, de J. Logan avec M. Monroe. Sympa, mais risque de paraître fadasse en version française.

20 h 35 (TF 1) *le Cadeau* de M. Lang. Inutile, raccourci et idiot. Qu'est allée faire Claudia Cardinale dans cette galère ?

20 h 35 (FR 3) *Vincent, François, Paul et les autres*, de C. Sautet. L'œuvre peut-être la plus morale de Sautet, et, encore une fois, derrière les prénoms masculins, une tranche de vie bien réelle et quelques merveilleux portraits de femmes (Marie Dubois notamment).

☆ **Mardi** 20 h 30, le choix entre *l'Ami de Vincent* de P. Granier Deferre avec Noiret et Rochefort (sur A 2), ou un « nanar » américain inénarrable : *Volupté* de R. Mac Dougall avec Gina Lollobrigida, T. Franciosa et E. Borgnine sur FR 3.

22 h (TF 1) *Vérités interdites* : l'affaire Saint-Aubin. Bavure barbouzarde sur fond de lutte anti-OAS ou réel accident ? Un dossier contesté et jamais élucidé.

☆ **Jeudi** 21 h 50 (TF1) *Infovision* : le 40^e anniversaire de l'ONU.

☆ **Vendredi** 23 h (A 2) *Lola* de J. Demy avec Anouk Aimée. Tout l'univers poétique de Demy, son côté « prévertien », son amour des gens simples et des lieux de passage de province, dans ce film magnifique qui est peut-être le plus beau joyau que nous ait laissé la prétendue « nouvelle vague ».

Michel Laszlo

COLOMBIE

Le vrai visage d'une «démocratie»

Depuis 1981, Mitterrand fait des thèmes démocratiques en Amérique latine une opération de propagande diplomatique. Actuellement au Brésil pour appuyer les louvoisements du nouveau gouvernement sur la dette extérieure, il poursuivra son voyage par la Colombie. Nul doute qu'à ce moment-là, les médias ne tariront pas d'éloges sur la « démocratie » et le processus de paix, dans ce pays dont elles parlent peu d'ordinaire.

Le 20 juin 1985, à l'occasion de la troisième grève nationale, le dirigeant syndical José A. Quinto Ubeda était tué par des militaires. Au cours des trois mois qui ont précédé la grève, cinq dirigeants syndicaux ont été assassinés par l'armée ou par des groupes paramilitaires. Selon Amnesty International, « tous étaient connus dans la région de Medellín pour leur appartenance à la coordination syndicale "A luchar" et la plupart avaient reçu des menaces de mort par téléphone, leur conseillant d'abandonner toute activité syndicale ».

Répression et menaces de mort ont frappé tous les responsables de cette grève lancée par vingt-cinq syndicats et suivie par plus de cinq cents organisations (mouvements civiques, populaires, indiens, culturels).

Terrorisme d'Etat

Au cours des quatre dernières années, cinq cents personnes ont été assassinées par les forces armées. Plus de trois cents disparus au cours de la même période n'ont toujours pas été retrouvés. Le Comité permanent pour la défense des droits de l'homme en Colombie estime à plus de mille sept cents le nombre de personnes détenues par les forces armées au cours de l'année 1984. Dans tout le pays, la police et l'armée, souvent appuyées par des bandes paramilitaires (les « escadrons de la mort » comme le MAS, « Muerte a secuestradores » [« Mort aux kidnappeurs »]), enlèvent, torturent et massacrent. Les principales victimes sont des dirigeants syndicaux et de formations politiques d'opposition, et surtout d'organisations paysannes et de communautés indigènes ou rurales.

Les forces de répression et les bandes armées se mettent au service des grands propriétaires terriens pour expulser par la violence, arrêter sans jugement et parfois massacrer les paysans qui s'organisent, et occupent les terres dont ils ont été spoliés.

Le 29 juin dernier, plusieurs hélicoptères de l'armée ont bombardé le village d'Andalucía appartenant à la réserve indienne de Caldoño, dans le département du Cauca. Plusieurs maisons et les récoltes ont été brûlées, et la population a été mise en danger de mort. Une semaine auparavant, les Indiens avaient obtenu du gouvernement que les troupes militaires se retirent de leur territoire.

A la même époque et dans le même département, on a retrouvé un charnier contenant les restes d'une trentaine de personnes dans la localité de Mojarras. La communauté survivante a attribué ce massacre à une section de la police nationale.

Le MAS, avec la pratique des « listes noires », terrorise également la population paysanne. C'est ainsi que sept paysans ont été enlevés dans le département de Santander. On a retrouvé quelques jours après leurs cadavres décapités et portant des marques de tortures.

Cependant, ainsi que le note le rapport d'Amnesty International, « depuis 1982, les porte-parole de l'armée ont souvent attribué l'assassinat de personnes présumées subversives au MAS, et cela en dépit d'une enquête menée en 1983 par le procureur général, selon laquelle le MAS ne serait en fait qu'un "état d'esprit" affectant certains secteurs de l'armée et de la police. Amnesty International est arrivée à la conclusion que l'attribution au MAS de nombreux assassinats commis en

1982 et 1983 ne servait finalement qu'à occulter la responsabilité de l'armée et de la police dans des exécutions extra-judiciaires ». C'est donc bien de terrorisme d'Etat qu'il s'agit : les



pressions de la hiérarchie militaire pour étouffer l'enquête sur le MAS le montrent assez.

Une trêve symbolique

Sous le prétexte de lutter contre la guérilla et même parfois contre le trafic de drogue, des régions entières sont sous le contrôle de l'armée, particulièrement là où les conflits pour la terre sont le plus nombreux.

Dans ces conditions, la « trêve » conclue

en juin 1984 entre le gouvernement et les organisations armées de guérilla ne semble plus avoir qu'une réalité symbolique.

Dans la panoplie de démocrate bon teint de Betancourt, élu à la fonction présidentielle pour le Parti conservateur en mai 1982, figuraient une amnistie (promulguée en juin 1982), la participation de la Colombie au Mouvement des non-alignés et au groupe de Contadora¹, et la trêve militaire, accompagnée de promesses de réformes.

Il cherchait ainsi à reprendre l'initiative politique mais il répondait à la pression croissante d'un vaste mouvement pour les droits de l'homme qui, au cours du gouvernement précédent, s'était mis en place contre la vague de répression.

Mettant un frein pour quelque temps à la militarisation des campagnes, cette trêve a

le gouvernement s'est servi de la coquille vide qu'est désormais le « dialogue national » pour tenter des mesures draconiennes d'austérité, comme le blocage des salaires.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'avec la crise économique et sociale que traverse le pays (officiellement, près de 15 % de la population active est au chômage), le mouvement populaire et revendicatif se réorganise. C'est ce qu'a montré la grève de juin, ainsi que de nombreuses luttes sectorielles. C'est ce que ne peuvent tolérer la hiérarchie militaire et une fraction importante de la bourgeoisie. On assiste donc à une offensive concertée contre la trêve et le faible espace politique qu'elle représente, sous l'influence de l'ambassade des Etats-Unis, et par l'intermédiaire de Gomez Hurtado, candidat conservateur à l'élection présidentielle de mars

suscité de grands espoirs dans la population.

Cependant, le « dialogue national » a vite montré ses limites : au printemps 1984, au moment même où la trêve était signée, l'état de siège était rétabli dans plusieurs départements, puis étendu à l'ensemble du territoire.

Aucune des revendications démocratiques élémentaires des masses (réformes agraire, urbaine et électorale, instauration de garanties contre la violence policière et paramilitaire) n'ont été satisfaites. Tout au contraire,

1986. L'armée réclame la remise des armes par la guérilla, étend sa présence dans tout le pays et viole systématiquement la trêve. La résistance à la répression reste donc un des axes principaux du mouvement populaire.

Sophie Joanny

1. Le groupe de Contadora, composé des gouvernements du Mexique, du Venezuela, de Panama et de la Colombie, recherche une solution politique négociée en Amérique centrale.